

Université de Alcalá

Faculté de Droit

XVI. Master Universitaire en Protection Internationale de droits de l'Homme

Thème :

Les Etats défaillants et débiles en Afrique

Cas de Soudan du sud et de la Somalie



Présenté par : Khatry Mohamed EL Moctar

Dirigé par le Professeur Carlos Jiménez Piernas

Alcala de Henares, Espagne, 2018

Sommaire

Sigles et acronymes	iii
Dédicace.....	v
Remerciement	vi
Introduction.....	1
- L'Importance du sujet :.....	2
- Méthodologie	2
- Objectifs :.....	3
- Problématique :.....	3
- Hypothèses :.....	3
- - Plan de l'étude :.....	3
Chapitre I : cadre théorique.....	5
Section I : Concept de l'Etat défaillant et certains concepts voisins de celui-ci	6
I. Concepts voisins	7
II. Définition de l'état défaillant	11
Section II : les indicateurs de défaillance de l'état	13
I.1 Indice des Etats Fragiles (FSI).....	13
I.2 Cadre sur la fragilité de l'OCDE	20
Chapitre 2 : cas de pays défaillants en Afrique.....	23
Section I : Soudan du sud.....	23
I.1 Contexte général	23
I.2 Score du sud soudan sur FSI de 2012 à 2017	26
I.3 Analyse des scores.....	27
Section II : cas de La somalie	36
I. Contexte général	36
II. Analyse général de la situation de défaillance de la somalie	37
IV. Les problèmes structurels de la somalie	43
V. L'intervention externe en SOMALIE.....	45
Conclusion	51
Bibliographie	53

Sigles et acronymes

ADM :	Arme de Destruction Massive
AMISOM :	African Union Mission for Somalia
AMIS :	African Union Mission in Sudan
BCAH :	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
CICR :	Comité International de la Croix-Rouge
CERF:	Central Emergency Revolving Fund
CPS :	Conseil de Paix et de Sécurité
DAECH :	DAwlat Eslamiya fi 'Iraq wa Cham
DP :	Demographic Pressures
E.I :	External Intervention
EIIL :	État Islamique d'Iraq et du Levant
EU :	Etats Unis
FAO :	Food and Agriculture Organization of the United Nations
F.E :	Factionalized Elites
FFP :	The Fund For Peace
FSI :	Fragile States Index
G.G:	Group Grievance
HCR :	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
H.F:	Human Flight
H.R.R.L :	Human Rights & Rule of Law
IDPs :	Internally Displaced Peoples
Md :	Million de dollar
MINUSS:	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MONUC :	Mission de l'Organisation des Nations Unies en république démocratique du Congo
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ONU :	Organisation des Nations Unies

PAM :	Programme Alimentaire Mondial
P.E.D :	Poverty & Economic Decline
PIB :	Produit Intérieur Brut
PND :	Plan National de Développement
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
R.IDPs :	Refugees and Internally Displaced Peoples
S.A :	Security Apparatus
S.L:	State Legitimacy
S.P:	Services Publics
U.E :	Union Européenne
U.E.D:	Uneven Economic Development
UNICEF:	United Nations International Children's Emergency Fund
UNITAF:	Unified Task Force
URSS :	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USA:	The United States of America
USD :	United States Dollard
UTI :	Union des Tribunaux Islamiques
VIH/SIDA :	Virus de l'Immunodéficience Humaine /Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise.

Dédicace

Je dédie ce modeste travail à mon feu père, ma mère ; mes frères et sœurs.

Et je le dédie particulièrement à tous mes collègues du Master Universitaire en protection internationale de droits de l'homme, et à tous les personnes encadreurs de dit master.

Remerciement

L'élaboration de ce document a été possible grâce aux concours et soutiens de plusieurs personnes. C'est le moment pour moi de leur témoigner toute ma profonde gratitude. Je tiens à remercier infiniment mes encadreurs à savoir le Professeur Carlos Jiménez Piernas, Professeur de droit international public et des relations internationales à l'Université Alcalá à Madrid, le Professeur Francisco Pascual-Vive Coordinateur du Master Universitaire en Protection internationale de droits de l'homme à l'Université Alcalá, professeur Laura Esperanza Aragonés Molina, professeur visiteur à l'université Alcalá, pour leur rigueur, leur disponibilité et la patience dont ils ont fait preuve dans l'encadrement, pour faire un travail de qualité.

Introduction

De ses naissances, la plupart des Etats en Afrique, ont rencontré plusieurs problèmes dont la présence de populations hétérogènes ethniquement et culturellement unis par force dans un même Etat, avec un impact significatif sur eux à cause de l'existence, quelques fois, des mêmes groupes ethniques distribués dans des pays voisins, ce qui a obligé ces groupes de coopérer entre eux en raison de la proximité et des plusieurs facteurs communs. L'Afrique est la terre d'émergence et de développement de la spiritualité, qu'elle soit, l'islam ou le christianisme, et ses habitants sont fiers de leurs appartenances religieuses, ainsi que de leurs diversités ethniques et culturelles¹.

L'Etat en Afrique, quand il est né, après le départ du colonialisme, n'a pas abandonné l'ancien forme de l'état et les civilisations sur lesquelles certains États ont été fondés dans certaines régions avant le colonialisme, ce qui a causé la perte des vieilles traditions et l'absence de toute trace de celles-ci, alors que l'Etat se transformait en un Etat basé sur la privatisation du pouvoir, tout cela a conduit à l'émergence dans l'Etat moderne de nombreuses crises politiques et économiques².

Le continent africain a été caractérisé par l'instabilité politique et économique, à cause de la mauvaise gouvernance, conflits ethniques, des problèmes structurels du développement. Un nombre important de pays qui composent l'Afrique ont connu des épisodes de violence cruels dus aux facteurs précités. C'est qui se mafiste dans les guerres civiles, des génocides, lutte pour être à la tête de l'Etat, coups d'Etat, apartheid. Il resulte de cette situation que la plupart des pays africains se trouvent en bas d'échelle de tous les indicateurs liés au développement économique et sociale.

Malgré les problèmes politiques cités plus haut, l'Afrique a des richesses naturelles incomparables avec celles des autres pays plus puissants. Le continent est connu pour ses réserves en pétrole, ses mines de diamants, la production d'autres minéraux tels que le coltan, utilisé pour la fabrication de nombreux dispositifs technologiques utilisés aujourd'hui.

¹ Jean-Pierre Colin, Variations sur l'Afrique, Annuaire français de relations internationales, la documentation française, Bruylant, 2011, pp.292.

² Harbawi Karima, l'Etat défaillant, cas de Somalie, Mémoire de fin d'études pour l'obtention de master en sciences politique, spécialité : Relations internationales et stratégiques, Université Mohamed Khaidar ,Bessekra, Algérie , 2015-2016, p.7, consulté sur le site <http://dspace.univ>, version en Arabe, en date du 14/05/2018,(11h :22 mnt Heure +2 GMT)

Cependant, la majorité des bénéficiaires tirés de ces ressources naturelles africaines vont aux économies occidentales, et le continent n'en bénéficie convenablement³.

Les problèmes économiques et sociaux réunis font que l'Etat en Afrique est candidat à tout moment à s'effondrer ou à échouer. Plus ce phénomène s'est répandu en Afrique, il est aussi s'est émergé en Asie, en Europe centrale, en Amérique latine, au Moyen-Orient.

Dans le passé, les états débilés étaient connus sous d'autres noms tels que les Etats arcs ou les pays non stables.

Des pays africains représentent un exemple clair de l'État défaillant où les fonctions de l'État ont disparu et s'installe le chaos, l'instabilité, ils sont devenus une menace sérieuse pour la sécurité et la paix mondiale, on peut citer comme exemple, la Somalie, le Mali et la Lybie, dans ces pays s'est émergés de groupes armés hors tous contrôle du pouvoir de l'Etat, mènent des actes agressifs contre la population civile et les forces établies pour la sauvegarde de la paix, ainsi que les intérêts de pays occidentaux, “des prises des otages à Bamako, contre ressortissants occidentaux, un attentat suicide à Tripoli contre le consulat des Etats Unis, piraterie maritime et attentats suicides en Somalie”.

- L'Importance du sujet :

L'importance de l'étude est de montrer le danger de défaillance de l'Etat, qui constitue une menace pour la sécurité et la paix. Il existe des études internationales pour déterminer l'état défaillant et celui qui est candidat à la défaillance, des pays africains sont entrés dans ces études. Il est important de connaître ce sujet et la conscience de toutes ses dimensions.

- Méthodologie

La méthode d'analyse adoptée à cette étude est la suivante :

Faire une étude documentaire pertinente autour de la littérature la plus récente possible et collecter des données fournies par certains institutions comme le fond américain de la paix, la banque mondiale, OCDE et autres institutions spécialises dans la matière de relations internationales et développement économique, sans oublier les données des institutions des certains bailleurs de fonds actives dans le domaine d'aide au développement, ainsi que les institutions spécialisées des nations unies.

3 Hernández Ayala, Jennifer Lissette; López Herrera, Rubén Antonio; Paz Sosa, Cindy Astrid: Trabajo de investigación para optar al grado de licenciatura en relaciones internacionales, Configuración de Estados fallidos a partir de los problemas de ingobernabilidad en África. Estudio de casos comparados: República Democrática del Congo, Somalia y Sudán del Sur en el período 2011-2013, San Salvador, abril de 2015, p.5 consultado en el sitio <http://ri.ues.edu.sv/8262/1/Tesis%20PDF.pdf>, desde el 14/05/2018, (12h: 44mnt Tiempo +2 GMT),

- Objectifs :

Cette étude vise à déterminer des cas de fragilité des certains pays africains et les analyser à travers des indicateurs associés à ceux-ci, ainsi le rôle joué par la communauté internationale pour porter assistance à ces pays.

A partir de cette étude, nous pouvons comprendre les différentes dimensions de la défaillance et de la fragilité d'un pays, et le rôle de la communauté internationale pour assister ces pays à traves des interventions dans les sphères économiques, humanitaires, sociales et sécuritaires.

- Problématique :

Comment expliquer la défaillance et la faiblesse de certains pays d'Afrique ? et quels sont les facteurs qui favorisent leur défaillance ou leur fragilité ?

Et quel est le rôle des puissances extérieures pour soutenir ces pays pour alléger cette situation ?

- Hypothèses :

Pour répondre à la problématique, un ensemble d'hypothèses peut être développées comme suit :

- Chaque fois qu'une approche multilatérale "politique, économique, de sécurité ..." est adoptée, plus l'État traverse l'étape de l'échec à l'étape de la stabilité et de la reconstruction.

- Plus les institutions politiques, économiques et sécuritaires de l'État sont fortes, plus il sera stable.

- Le succès de la construction de l'Etat découle de l'intérieur de tout accord des partis politiques au sein de l'Etat et non de l'étranger.

- L'aide au développement joue un rôle crucial dans le renforcement des institutions économiques et politiques du pays. Les pays africains ont bénéficié d'un soutien extérieur pour renforcer le développement économique, soutenir la primauté du droit et renforcer la société civile, ce soutien couvre tous les niveaux, "l'éducation, la santé, la culture et du maintien de la paix dans les zones troublées...", mais la situation ne s'est pas assez améliorée.

- - Plan de l'étude :

L'étude est divisée en introduction, deux chapitres, et une conclusion. Le premier chapitre traite le cadre théorique qui inclut, les concepts voisins du concept de l'état défaillant, les plus importantes tentatives de définitions de l'état défaillant ou fragile, et les différents indicateurs de fragilité de l'état. Le deuxième chapitre traite les pays qui sont considérés comme un modèle en tant que des états défaillants et comment ses pays sont devenus un symbole de l'état défaillant et fragile dans le continent.

Chapitre I : cadre théorique

A l'époque où certains Etats, dans le monde, ont parcouru un long chemin à tous les niveaux, nous constatons qu'il y a des états qui souffrent de divers problèmes dans les domaines politique, social, culturel et économique.

Le concept, état défaillant n'a jamais été réellement défini, aucune personne ne possède une définition univoque pour ce concept, ni par un instrument stratégique, ni par un instrument du droit international, il est devenu un terme largement utilisé, tant sur le plan académique que politique.

Depuis le 11 septembre 2001, un groupe de pays est rapidement passé de la périphérie de la communauté internationale à l'ordre du jour politique. Ces pays sont caractérisés par des institutions faibles et un gouvernement pauvre, souvent associés à des conflits violents. À divers degrés, ils sont incapables de maintenir la sécurité, d'appliquer la loi ou de fournir des services de base à leurs populations. Policiers et diplomates, experts en sécurité et praticiens du développement désignent collectivement ces pays comme des États fragiles⁴.

Le terme est considéré comme un concept moderne, apparu aux niveaux académique et politique. L'échec des institutions de pays à mettre en œuvre des politiques économiques, sécuritaires et sociales efficaces, qui se sont répandues dans certains pays voisins et est devenue un refuge et un centre pour certains groupes terroristes qui adoptent la violence contre certains pays ou contre certaines communautés. Ces pays sont également devenus un point de départ de grandes vagues d'immigrants, de l'enfer de ces pays, vers des pays plus sûrs et plus stables.

Ces dernières années, des États africains sont confrontés aux profonds défis allant du risque d'échec à l'effondrement de leurs structures et leurs institutions, jusqu'à ce que le terme échoué soit associé aux perceptions présentées sur la capacité des institutions dirigeantes à développer l'entité étatique et de mettre en place un projet innovant pour assurer la stabilité de la structure de ces Etats. On a vécu "une crise en Côte d'Ivoire", "chute du régime de Kadafi en Lybie", "évasion du nord du Mali par des groupes armés nordistes liées aux certains groupes terroristes"; "un conflit armé, en Centrafrique, sur une considération religieuse", opposant la milice anti-balaka, "groupe armé chrétienne", au groupe armé ex-Seleka "groupe

⁴ Marie Von Engelhardt, International development Organizations and fragile states, law and disorder, Governance and limited statehood, series editor, Thomas Risse, Freie Universität Berlin, Germany, Palgrave macmillan), 2018, p. 17.

musulman” ;“une crise politique dans les pays du printemps arabe, coup d’état en Egypte” ; “crise économique au Nigeria et en Angola suite au baisse de prix du baril du pétrole”.

Dans ce chapitre, nous allons définir le concept de l'Etat défaillant selon les éléments que l'on retrouve dans la documentation pertinente. Nous chercherons ainsi à identifier les principaux indicateurs de la fragilité de l'État.

Section I : Concept de l'Etat défaillant et certains concepts voisins de celui-ci

Le nouvel ordre mondial place au cœur de ses priorités la garantie de la sécurité et de la stabilité mondiale. L'État moderne, selon la théorie du contrat social, s'attache à protéger l'individu et à assurer sa sécurité, comme étant la base du système social moderne. Cette théorie est centralisée autour de l'État national, qui est l'autorité suprême, politiquement et juridiquement. Avec la globalisation d'aujourd'hui, caractérisée par l'ingérence du pouvoir extérieur, nous assistons à l'affaiblissement de cet état, sans oublier le rôle des mouvements sociaux internes, remettant ainsi en question ce modèle de modernité politique et juridique. En effet, l'émergence aujourd'hui d'États dits fragiles, déstructurés ou défaillants, n'ayant pas la capacité ou la volonté de répondre à leurs obligations, tend à contredire cette théorie⁵.

Le concept d'États défaillants doit être distingué de certains concepts qui lui sont proches. La défaillance de l'Etat peut apparaître sur plusieurs niveaux, sur le niveau politique, par la faiblesse des institutions politiques, l'émergence de crises internes profondes, l'absence de séparation des pouvoirs, l'absence de la démocratie et la liberté d'expression. Il peut apparaître ainsi sur le niveau sécuritaire, par la faiblesse des appareils sécuritaires, ce qui conduit à l'incapacité des forces étatiques de lutter contre la propagation de la criminalité et le terrorisme, et d'une façon générale, l'incapacité de contrôler la sécurité d'une manière appropriée. En plus de faiblesse sur les niveaux précédents, on peut ajouter la faiblesse sur le plan économique et financier. Dans des pays à des revenus faibles, l'apparition du chômage des jeunes et le manque d'une bonne gouvernance en matière de gestion de ressources naturelles, la faiblesse du système bancaire ; tous ces facteurs peuvent conduire l'Etat à l'échec.

Avant d'aborder les définitions présentées par les politiciens et certains universitaires, il est important de mentionner quelques concepts proches du concept d'État défaillant.

⁵ Evelyne Jean-Bouchard, les états déstructurés comme application contemporaine du pluralisme juridique, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en droit international, université du Québec à Montréal, Juillet 2009.p.14

I. Concepts voisins

Une diversité de termes babyloniens est utilisée pour décrire la faiblesse, la défaillance ou l'effondrement des institutions et de l'autorité de l'État. Cependant, cette diversité de termes ne fournit guère une image exacte de l'hétérogénéité et de la complexité des phénomènes décrits. Plutôt, les différents termes décrivent souvent le même phénomène de la même manière "vague", la différence étant que différents acteurs préfèrent se concentrer sur différents symptômes ou conséquences. Certains évoquent le manque de capacité d'un état par exemple, faible ou inefficace, certains plutôt au manque de légitimité ou de volonté politique de se conformer à certaines règles de la communauté internationale, avec une connotation souvent péjorative, par exemple un État voyou, paria ou hors la loi. Le terme état effondré est peut-être distinct en ce qu'il décrit le point final et la décomposition complète des structures étatiques. Mais des termes comme échec, fragile et état défaillant se réfèrent tous à des étapes intermédiaires, sans qu'il y ait une distinction claire⁶.

Le constat est qu'il y a des concepts proches du concept d'État défaillant qui peuvent même être confondus avec celui-ci. Parmi ceux-ci, nous pouvons énumérer les concepts suivants :

I.1 Les États voyous

Le Secrétaire d'état américain Cyrus Vance (1977-1980) est considéré à l'origine du terme "Etats voyous", après avoir publié une liste de certains Etats, les décrivant comme tels⁷. Le conseiller à la sécurité nationale William Hyland, considérait le peuple coréen comme un peuple sauvage, ce qui marque le début de la formation de nouvelles terminologies pour décrire certains pays considérés par Washington comme hors du contrôle. Le dernier terme est l'axe du mal, que George Bush a lancé pour indexer des pays comme l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie en les considérant comme une menace pour la sécurité mondiale. Le terme Etat Paria employait Jusqu'à la fin des années 1970, pour désigner les États isolés voulant avoir recours à l'armement nucléaire afin de répondre à leur dilemme de sécurité "Israël, Taïwan, Afrique du Sud et Corée du Sud"⁸. Les états unis d'Amérique depuis les années 80 focalisait sur la lutte contre des États qui les considère comme terroristes, lutte qui se renforcera sous l'administration Reagan qui identifiera l'Iran, la Libye, la Corée du Nord,

⁶ Marie Von Engelhardt, International development Organizations and fragiles states, law and disorder, Governance and limited stathood, op, cite, pp.18

⁷ Robert S. Litwak, Rogue States and U.S. Foreign Policy: Containment after Cold War, Washington D.C., Woodrow Wilson Center Press, 2000, p. 53.

⁸ Robert E. Harkavy, «Pariah States and Nuclear Proliferation», International Organization 35, n° 1, Hiver 1981.p.28

Cuba et le Nicaragua comme gouvernements voyous soutenant le terrorisme contre l'État américain. Il est désigné comme "voyou" tout État qui poursuivrait une logique d'armement lourd ainsi des régimes qui bafouent les normes internationales alors que le concept n'est pas inscrit dans le droit international⁹.

Les déterminants clés qui font d'une non-démocratie un "état-voyou" aux yeux des décideurs politiques américains : tout d'abord, le pays doit posséder des armes de destruction massive "ADM"¹⁰; ensuite, il est inscrit sur la liste des soutiens du terrorisme international édictée par le département d'État américain ; et enfin, il représente une menace potentielle pouvant causer des conflits régionaux majeurs au regard du Pentagone¹¹.

Ils sont considérés comme États récalcitrants et voyous, qui sont en plus de s'attaquer à des valeurs fondamentales, ont fait le choix de rester en dehors de la famille des nations¹².

Les "États-voyous" refusent de se conformer aux normes et pratiques du système international. Ils peuvent chercher à dominer et à remodeler le système selon leurs propres volontés et viser au changement de l'hégémonie régionale ou mondiale. Pour faire face à ces états, les États Unis décidaient de les exclure du nouvel ordre mondial, pour soutenir la primauté du droit, et se dresser contre l'agression¹³.

L'introduction du terme états voyous par l'administration de Clinton a été comprise comme une volonté de faire face à ces états si nécessaire avec des moyens militaires. En revanche, le remplacement subséquent des États voyous par des États préoccupants par la même administration a signalé une politique de désescalade. De même, la réintroduction du terme par l'administration Bush fils est venue avec une nouvelle détermination de les affronter. Considérez ces états comme ayant une qualité objective de discernement. Au contraire, toute tentative de définir des états voyous par un ensemble de critères objectifs est vouée à l'échec. Bien que l'acquisition d'armes de destruction massive, l'agression et le soutien au terrorisme soient fréquemment suggérés comme des éléments défensifs de la malveillance, un examen

⁹ Michael Klare, *Rogue States and Nuclear Outlaws: America's Search for a New Foreign Policy*, New York, Random House, 1995, pp. 26-27.

¹⁰ Alexander L. George, «Case Studies and Theory Development: The Method of Structured, Focused Comparison» in Paul Gordon Lauren (dir.), *Diplomacy: New Approaches in History, Theory and Policy*, New York, Free Press, 1979, pp. 43-68.

¹¹ James P. Muldoon, Jr, Joann Fagot Aviel, Richard Reitano, Earl Sullvian, *The New Dynamics of Multilateralism, Diplomacy, International organizations and global governance, the challenge of "Rogue states" for a Troubled International Community*, Westview Press, 2011, pp. 93 ,

¹² Anthony Lake, «Confronting Backlash States», *Foreign Affairs*, Vol. 73, No. 2 (Mar. - Apr., 1994), pp. 45-55.

¹³ Anthony Maranghi, *La politique étrangère américaine face "aux états-voyous"*, Disponible sur le site <https://www.recherches-internationales.fr/RI100/RI100AnthonyMaranghi.pdf>

plus attentif révèle que les doubles standards sont utilisés lorsque les États sont distingués pour leur impureté présumée¹⁴.

I.2 Les États en faillite

Le terme est associé à la faillite sur le plan économique et financier, et l'incapacité de l'Etat à faire face à ses obligations financières. Dans les pays en faillite, apparaissent des crises économiques et financières profondes, caractérisées par l'inflation à des niveaux élevés, faiblesse du système bancaire, chômage de jeunes.

La situation peut évoluer vers des manifestations qui peuvent parfois prendre un caractère violent.

Lorsque l'Argentin a décidé de caler le cours de sa monnaie, le peso, sur le dollar pour stopper une inflation galopante, cette mesure conduit à une "dollarisation" du pays et à une hausse des importations, leur coût étant réduit grâce à la nouvelle parité. A la fin des années 1990, 90 pour cent de la dette argentine est libellée en devises étrangères, principalement en dollars. L'Argentine souffre aussi de maux structurels tels qu'un système bancaire sous-développé, ou des tensions politiques récurrentes.

Le pays entre en récession et le taux de chômage progresse de 3 points en quelques mois. Fin 2001, la charge de la dette représente un cinquième des dépenses de l'Etat.

La crise argentine dégénère des émeutes violentes et des pillages font trente-neuf morts à Buenos Aires. Le pays change cinq fois de président en quelques jours et sombre dans « l'enfer ».

Au bout du rouleau, le gouvernement annonce un plan de restructuration qui équivaudra une fois réalisée à une réduction de soixante-quinze pour cent du stock de sa dette et le non-remboursement des emprunts d'Etat contractés par des milliers d'épargnants étrangers¹⁵.

I.3 États débiles

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que le colonialisme en Afrique et en Asie a donné des dizaines de nouveaux États, les effondrements de l'Union soviétique et de la Yougoslavie ont créé près de deux douzaines de territoires non autonomes. Ont fait la transition vers une indépendance totale¹⁶.

Connus dès les années soixante, et qui désignent nombre d'États décolonisés dont les structures étatiques sont fragiles, les sociétés divisées et la culture de service public quasi

¹⁴ Wolfgang Wanger, Wouter Werner, Michal Onderco, Rougue, Parias, Outlaws :Theorizing deviance in international relations, Palgrave studies in international relations, Palgrave macmillan, 2014, p. 4.

¹⁵ La Rédaction JDN, Faillite d'un pays : le cas d'école de l'Argentine, 08/11/2011 disponible sur le site, <https://www.journaldunet.com/economie/magazine/faillite-de-l-argentine.shtml>

¹⁶ Eugen Kontrovich, Francesco Parisi, Economic analysis of international law, Edward Elgar, 2016, p. 49.

inexistante. Peuvent entrer dans cette catégorie les pays de l'Ex-URSS, la Yougoslavie et les Balkans "Albanie et Macédoine, Kosovo" et une 3^{ème} catégorie de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du sud.

Les États débiles pourraient devenir un sanctuaire pour les terroristes est communément admise. Ainsi, l'émergence de l'organisation terroriste dite État islamique "DAECH" semble avoir confirmé cette théorie. La représentation que ces États constitueraient une menace majeure remonte à l'expérience de l'Afghanistan où Oussama Ben Laden put préparer les attentats du 11 septembre 2001. Il était alors de l'intérêt vital des États-Unis d'éradiquer les foyers terroristes d'un ennemi ayant frappé leur territoire national et de mettre sur pied un régime ami stable.

Les évènements du 11 septembre 2011 montraient que des États faibles, comme l'Afghanistan, peuvent représenter un danger aussi grand pour les intérêts américains que des États forts". Dès lors, l'Afghanistan est devenu une métaphore invoquée dans d'autres régions du monde touchées par le développement de foyers terroristes. Les États débiles seraient des terrains favorables au développement de groupes terroristes, des incubateurs de facteurs de déstabilisation, et ils représenteraient une menace directe pour les États occidentaux dans un contexte de globalisation.

I.4 États Effondrés

Un état effondré est une version rare et extrême d'un état défaillant. Dans ce genre des états les biens sont obtenus par des moyens privés ou ad hoc. La sécurité est assimilée à la règle du fort. Un état effondré présente un vide d'autorité. C'est une simple expression géographique, un trou noir dans lequel un régime défaillant est tombé. Lorsque la Somalie a échoué à la fin des années 1980, elle s'est rapidement effondrée. La Bosnie, le Liban et l'Afghanistan se sont effondrés il y a plus de dix ans, et le Nigeria et la Sierra Leone s'est effondrée dans les années 1990¹⁷.

I.5 Les Quasi-States

Il s'agit de régions qui ont émergé après l'éclatement de la Yougoslavie, notamment, les républiques du Nord, Slovénie, Croatie et Serbie, et celles du Sud, Bosnie Herzégovine, Macédoine et Monténégro, ainsi que les régions autonomes du Kosovo. Cette typologie, si elle a, semble-t-il, le mérite de permettre un diagnostic et un traitement, se recoupe souvent. La problématique d'un Etat peut relever indifféremment de l'un ou de l'autre de ces concepts.

¹⁷ Robert I. Rotberg, failed states, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators, disponible <https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/statefailureandstateweaknessinatimeoferror.pdf>

Relativement artificielle, elle présente le défaut d'être soumise dans son contenu à l'influence sélective des USA.

II. Définition de l'état défaillant

Le monde a connu le concept de l'état défaillant dans les années 1990, et il est important de donner quelques définitions de ce nouveau terme dans le monde de la politique et des relations internationales. Ces définitions proviennent principalement de penseurs ou d'institutions connexes dans le domaine des relations internationales et des sciences sociales.

L'État défaillant peut être considéré comme en opposition à un État en succès "structuré", qui est soumis à une autorité politique, contrôlant systématiquement son territoire et sa population, établit des relations diplomatiques avec d'autres États. Cet état détient le monopole légitime de la force au sein de son territoire, et répond aux besoins sociaux de sa population¹⁸. Par contre l'État défaillant se caractérise par un manque d'efficacité de ses institutions : absence de monopole légitime de la force, absence de protection et respect des droits de l'homme et de l'État de droit. Dans cet état, on constate de faiblesse dans la fourniture des services de base tels que l'éducation, la santé, l'eau potable et l'électricité.¹⁹

Existe différents points de vue, en ce qui concerne le concept, il y a une minorité d'intellectuels qui le rejettent entièrement, la majorité des penseurs le reconnaissent, bien que les points de vue ne convergent pas sur son contenu. Deux tendances majeures peuvent être identifiées : un concept, que l'on peut qualifier de large, inspiré par le concept politique, pour ce courant : "un Etat défaillant se trouve dans l'incapacité de remplir ses fonctions souveraines de base comme le maintien de l'ordre, sécurité, justice, défense et respect des obligations extérieures". Ce déficit résulte souvent de conflits internes qui ont, entre autres, entraîné la destruction partielle ou totale des institutions politico-administratives de l'État.

Dans la conception restrictive cependant, on va au-delà, pour ne voir dans l'État défaillant, qu'un État dans lequel les institutions gouvernementales se sont complètement effondrées, laissant place au chaos et à l'anarchie. L'accent est ici moins mis sur l'incapacité ou l'ineffectivité du gouvernement que sur son inexistence pure et simple.

En fait, le terme "failed state" a été utilisé pour désigner l'Etat-nation, totalement incapable de se maintenir en tant que membre de la communauté internationale. Les luttes civiles, l'effondrement du gouvernement et la privation économique créent de plus en plus de

¹⁸ Carlos Jimenez Piernas, *Estados Dibiles y Estados Fracasados*, p. 11, disponible sur le site: http://bibliotecaculturajuridica.com/biblioteca/arxius/PDF/REDI_VOL_LXV2_2013/01_Carlos_Jimenez_Piernas_digital.pdf.

¹⁹ Evelyne Jean-Bouchard, *op.cit.*, p. 52.

déballastions modernes, terme utilisé pour décrire l'état allemand détruit après la seconde guerre mondiale²⁰.

Le concept d'État défaillant explique le problème lié à l'incapacité de l'État, au rôle joué par l'État souverain et aux risques pour assurer sa stabilité et son efficacité au niveau interne.

On estimait que pour construire un Etat sur les ruines d'un autre Etat existait, comme lors de l'invasion de l'Irak, et les difficultés rencontrées par l'administration américaine après l'invasion, l'administration américaine devait "établir de nouvelles institutions gouvernementales et renforcer celles existantes". Depuis lors le rôle de la communauté internationale est la réduction des graves problèmes causés par des États faibles ou défaillants comme la pauvreté, le VIH / sida, le trafic de drogue et le terrorisme²¹. En raison de son déficit démocratique et de son recours excessif à la force, sous George W. Bush, comme le déploiement de batteries de missiles dans la guerre contre le terrorisme, les États-Unis se considéraient comme un État défaillant et un État voyou²². On a utilisé des clichés journalistiques qu'on a habilement utilisé contre George W. Bush²³.

le g7+²⁴ a adopté la définition suivante pour la fragilité: Un état de fragilité pourrait s'entendre comme étant une période dans la vie d'une nation où le développement socio-économique durable nécessite de mettre davantage l'accent sur des mesures complémentaires de consolidation de la paix et de renforcement de l'État : développement des règlements politiques, de la sécurité, de la justice, des emplois, de la gestion saine des ressources, et de la fourniture responsable et équitable des services²⁵.

L'État défaillant se définit, contrairement à l'état standard et durable, comme étant l'Etat qui n'exerce pas de contrôle effectif et qui a perdu le monopole de l'usage légitime de la force sur une partie de son territoire parce qu'il est contesté ou supplanté par des moyens violents²⁶.

La notion de défaillance de l'Etat, comme il a déjà été souligné plus avant, est différente de celle d'Etat voyou ou encore d'Etat debile ou même de celle d'Etat failli. L'une des

²⁰ Gerald B. Helman- Steven R. Ratner, *Saving Failed States*, 2010, disponible sur le site internet <http://foreignpolicy.com/2010/06/15/saving-failed-states/en> date du 16/05/2018,(12:52 heure GMT+2)

²¹ F. Fukuyama, *State Building. Governance and World Order in the 21st Century*, Londres, Profile Books, 2005 (éd. originale: Cornell University Press, 2004).pp.25

²² N. Chomsky, *Failed States: the Abuse of Power and the Assault on Democracy*, New York, Metropolitan Books/Henry Holt, 2006. pp.40

²³ François Gualme, « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-1-page-17.html>

²⁴ Le g7+ est une association volontaire de pays qui sont ou ont été affectés par des conflits et se trouvent à présent dans une phase de transition vers le prochain stade de leur développement.

²⁵ Note sur le baromètre de la fragilité Lancé à Kinshasa, République démocratique du Congo, 2013, disponible sur <http://www.g7plus.org/sites/default/files/resources/g7%2B%2BFrench%2BFS%2BNote%2BDesign.pdf>

²⁶ Carlos Jiménez Piernas, *estados débiles y estados fracasados*, op. cit., p. 23.

principales constatations, qu'il est possible d'effectuer aujourd'hui, réside dans le risque d'éparpillement du pouvoir, qui demeure l'une des plus importantes causes d'effondrement des Etats et de leur défaillance.

Section II : les indicateurs de défaillance de l'état

Plusieurs indicateurs permettent de mesurer la vulnérabilité ou la fragilité d'un Etat, nous avons choisi les indicateurs suivants que nous les considérons les plus importants, il s'agit de :

- L'indice des États fragiles (FSI) produit par le Fonds pour la paix (FFP)
- Cadre sur la fragilité de l'OCDE.

I.1 Indice des Etats Fragiles (FSI)

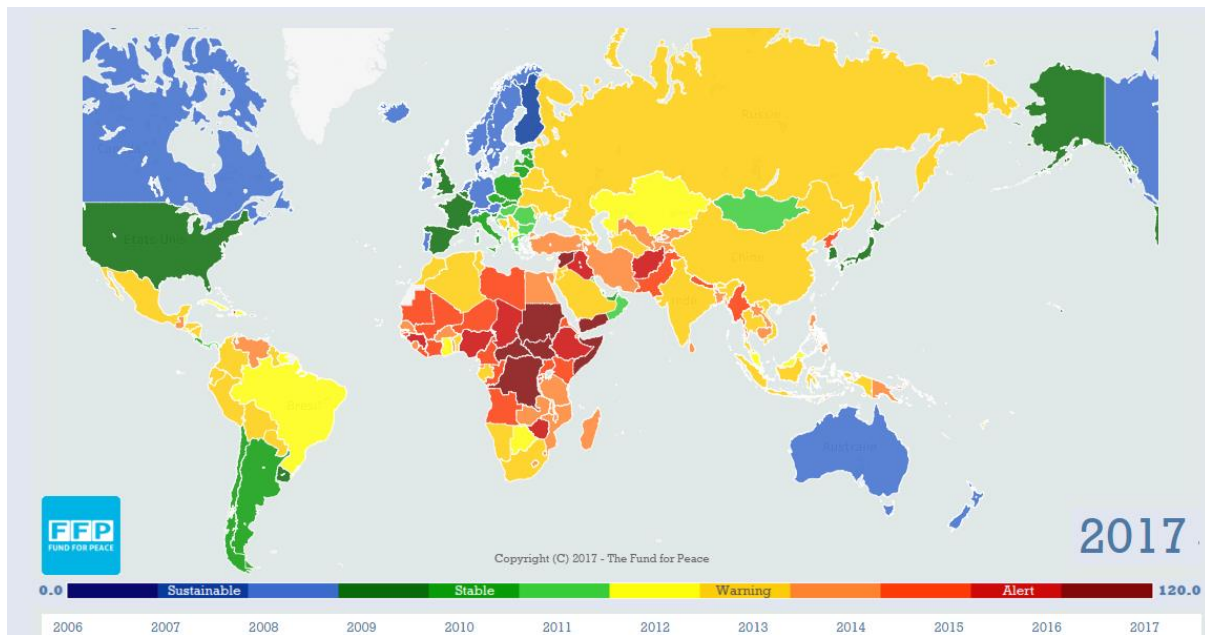
Le FSI, qui en est maintenant à sa treizième année, est une évaluation de 178 pays basée sur des indicateurs sociaux, économiques et politiques qui quantifient les pressions subies par les Etats, et donc leur susceptibilité à l'instabilité.

Tableau 1. L'indice des États fragiles (FSI) produit par le Fonds pour la paix (FFP).

Dimension	Description		
Cohésion	Appareil de sécurité Porte sur les menaces sécuritaires associées au meurtre, que ce soit par le terrorisme, la guerre ou la criminalité.	Elite vaincus La fragmentation des institutions étatiques selon des critères ethniques, de classe, tribaux, religieux ou ethniques.	Grief du groupe Se concentre sur les divisions et les schismes entre différents groupes de la société “en particulier les divisions fondées sur des caractéristiques ” et leur rôle dans l'accès aux services ou aux ressources, et inclusion dans le processus politique
Economique	Déclin économique et pauvreté Considère les facteurs liés au déclin économique dans un pays.	Développement inégal Considère l'inégalité dans l'économie, indépendamment de la performance réelle d'une économie.	Fuite de cerveau L'indicateur de la fuite humaine et de la fuite des cerveaux prend en compte la dimension économique de la santé et les conséquences que cela peut avoir sur le développement d'un pays.
Politique	Légitimité de l'état L'indicateur de légitimité de l'État tient compte de la représentativité et de l'ouverture du gouvernement et de ses relations avec ses citoyens.	Services publics L'indicateur des services publics fait référence à la présence de fonctions étatiques de base qui servent les gens.	Droit de l'homme et l'état de droit Considère la relation entre l'État et sa population dans la mesure où les droits de l'homme fondamentaux sont protégés et où les libertés sont respectées et respectées.
Sociale	Pression démographique Prend en compte les pressions exercées sur l'État par la population elle-même ou par l'environnement qui l'entoure.	Refugiés et IDPs Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays mesurent la pression sur les États causée par le déplacement forcé de grandes communautés en raison de causes sociales, politiques, environnementales ou au	
Coup transversal	Intervention externe L'indicateur d'intervention externe considère l'influence et l'impact des acteurs externes dans le domaine de la mise en place d'un État - en particulier la sécurité et l'économie.		

Source : le Fonds pour la paix (FFP) 2017.

Map 1 : Classement des pays du monde sur l'indice FSI 2017.



Source : FFP 2017.

Sur la carte en dessus, on constate que les couleurs bleue et verte sont associées aux pays dits structurés, ainsi que la couleur jaune est associée aux pays fragiles, alors que la couleur rouge est consacrée au pays en situation de haute alerte.

Nous constatons que tous les pays africains que soient fragiles ou en situation de haute alerte, aucun pays africain ne figure dans la zone bleue ou verte.

L'indice en question prend en considération des indicateurs de cohésion, indicateurs économiques, indicateurs politiques, indicateurs sociaux et des indicateurs de coup transversal.

I.1.1 Les indicateurs de cohésion

Ils s'intéressent à l'appareil de sécurité, élites vaincues et le grief du group.

I.1.1.1 L'appareil de sécurité

L'indicateur de l'appareil de sécurité prend en compte les menaces à la sécurité d'un État, telles que les bombardements, les attaques et les morts liés à des combats, les mouvements rebelles, les mutineries, les coups d'État ou le terrorisme. Des facteurs criminels graves, tels que le crime organisé et les homicides, et la confiance perçue des citoyens dans la sécurité intérieure ne sont pas négligés. Dans certains cas, l'appareil de sécurité vont au-delà des forces militaires traditionnelles pour inclure des milices privées soutenu par l'Etat qui terrorisent les opposants politiques, présumés ennemis, ou civils vus comme des sympathisants de l'opposition. Dans d'autres cas, l'appareil de sécurité d'Etat peut inclure un état profond qui peut comprendre des unités de renseignement secrètes, ou d'autres forces de

sécurité irrégulières, servir les intérêts de ce leader politique ou clique. L'indicateur également tenir compte de la résistance armée à une autorité gouvernementale, en particulier la manifestation de violentes insurrections, la prolifération des milices indépendants, vigiles ou groupes de mercenaires qui remettent en question le monopole de l'utilisation de la force de l'État.

I.1.1.2 Élités vaincues

L'indicateur élites vaincues considère la fragmentation des institutions étatiques selon des critères ethniques, de classe, claniques, raciaux ou religieux, ainsi que l'impasse entre les élites dirigeantes. Elle tient également compte de l'utilisation de la rhétorique politique nationaliste par les élites dirigeantes, souvent en termes de nationalisme, de xénophobie, d'irrédentisme communautaire ou de solidarité. Dans les cas extrêmes, il peut être représentatif de l'absence de leadership légitime largement accepté comme représentant l'ensemble des citoyens. L'indicateur mesure les luttes de pouvoir, la compétition politique, les transitions politiques, et où les élections se dérouleront prendront en compte la crédibilité des processus électoraux ou en leur absence, la légitimité perçue de la classe dirigeante.

I.1.1.3 Grief du groupe

L'indicateur de grief du groupe se concentre sur les divisions et les schismes entre différents groupes de la société et leur rôle dans l'accès aux services ou aux ressources, et inclusion dans le processus politique. Grief de groupe peut également avoir intérêt aux groupes communautaires lésés citant des injustices du passé, parfois remontant à des siècles, qui influencent et façonnent le rôle de ce groupe dans la société et les relations avec d'autres groupes. Cette histoire peut à son tour être façonnée par des modèles d'atrocités réelles ou perçues ou de crimes commis avec une impunité apparente contre des groupes communautaires. Les groupes peuvent également se sentir lésés parce qu'ils se voient dénier l'autonomie, l'autodétermination ou l'indépendance politique à laquelle ils croient avoir droit. L'indicateur considère également des groupes spécifiques qui ont été choisis par les autorités de l'Etat, ou par des groupes dominants, pour persécution ou répression, ou lorsqu'il y a un bouc émissaire public de groupes considérés comme ayant acquis illégitimement richesse, statut ou pouvoir, ce qui peut se manifester par l'émergence de rhétorique, comme par le biais de la radio haineuse, du pamphlet et de stéréotypes discours politique nationaliste.

I.1.2 Les indicateurs économiques

Ils mettent la lumière sur le déclin économique et pauvreté, développement inégal et la fuite de cerveau.

I.1.2.1 Déclin économique et pauvreté

L'indicateur de déclin économique et pauvreté considère les facteurs liés au déclin économique dans un pays. L'indicateur examine les schémas de déclin économique progressif de la société dans son ensemble mesurés par le revenu par habitant, le produit national brut, les taux de chômage, l'inflation, la productivité, la dette, les niveaux de pauvreté ou les faillites. Il tient également compte des baisses soudaines des prix des produits de base, des recettes commerciales ou des investissements étrangers, ainsi que de l'effondrement ou de la dévaluation de la monnaie nationale. L'indicateur de déclin économique examine en outre les réponses aux conditions économiques et leurs conséquences, telles que les difficultés sociales extrêmes imposées par les programmes d'austérité économique, ou les inégalités de groupe croissantes perçues. L'indicateur de déclin économique est axé sur l'économie formelle ainsi que sur le commerce illicite, y compris la drogue et le trafic humain, la fuite des capitaux ou les niveaux de corruption et les transactions illicites comme le blanchiment d'argent ou le détournement de fonds.

I.1.2.2 Développement économique inégal

L'indicateur de développement économique inégal considère l'inégalité dans l'économie, indépendamment de la performance réelle d'une économie. L'indicateur se penche sur l'inégalité structurelle fondée sur le groupe racial, ethnique, religieux ou autre groupe d'identité, ou sur l'éducation, la situation économique ou la région. "Tel que le fossé urbain-rural". L'indicateur considère non seulement les inégalités, mais aussi les perceptions de l'inégalité économique qui peuvent alimenter les griefs autant que les inégalités réelles et renforcer les tensions communautaires ou la rhétorique nationaliste. Suite à la mesure l'inégalité économique, l'indicateur examine les opportunités de des groupes pour améliorer leur situation économique, en leur donnant accès à l'emploi, à l'éducation ou à la formation professionnelle, de sorte que même s'il existe une inégalité économique, à quel point, elle est structurelle et se renforce.

I.1.2.3 Fuite humaine et la fuite de cerveaux

L'indicateur de la fuite humaine et la fuite de cerveaux prend en compte la dimension économique de la santé et les conséquences que cela peut avoir sur le développement d'un pays. Il peut impliquer l'émigration volontaire de la classe moyenne, les productifs de la population, tels que entrepreneurs, ou des travailleurs qualifiés tels que les médecins, en raison de détérioration de leur pays d'origine et l'espoir de meilleures opportunités plus loin. D'un autre côté, cela peut impliquer le déplacement forcé des professionnels ou des

intellectuels qui fuient leur pays en raison de réels ou craint la persécution ou la répression, et en particulier l'impact économique.

I.1.3 les indicateurs politiques

Ils considèrent la légitimité de l'Etat, les services publics et les droits de l'homme et l'état de droit.

I.1.3.1 légitimité de l'état

L'indicateur de légitimité de l'État tient compte de la représentativité et de l'ouverture du gouvernement et de ses relations avec ses citoyens. L'indicateur se penche sur le niveau de confiance de la population dans les institutions et les processus de l'État, et évalue les effets là où cette confiance est absente, manifestée par des manifestations publiques de masse, une désobéissance civile soutenue, ou la montée des insurrections armées. Bien que l'indicateur de légitimité de l'État ne porte pas nécessairement de jugement sur la gouvernance démocratique, il examine de l'intégrité des élections "telles que les élections fautives ou boycottées", de la nature des transitions politiques et de l'absence d'élections démocratiques, le degré auquel le gouvernement est représentatif de la population qu'il gouverne. L'indicateur implique l'ouverture du gouvernement, en particulier l'ouverture des élites dirigeantes à la transparence, la responsabilité et la représentation politique, ou inversement les niveaux de corruption, profitant et marginalisant, persécutant ou excluant autrement les groupes d'opposition. L'indicateur considère également la capacité d'un État à exercer des fonctions de base qui infèrent la confiance d'une population dans son gouvernement et ses institutions, notamment en permettant de percevoir des impôts.

I.1.3.2 Services Publics

L'indicateur des services publics fait référence à la présence de fonctions étatiques de base qui servent les citoyens. D'une part, cela peut inclure la fourniture de services essentiels, tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, les infrastructures de transport, l'électricité, ainsi que l'internet et la connectivité. D'un autre côté, cela peut inclure la capacité de l'État à protéger ses citoyens, contre le terrorisme et la violence, grâce à une perception de police efficace. En outre, même si les fonctions et services de base de l'État sont fournis, l'indicateur considère également, si l'État sert étroitement les élites dirigeantes, telles que les agences de sécurité, le personnel présidentiel, la banque centrale ou le service diplomatique. L'indicateur examine également le niveau et la maintenance de l'infrastructure générale dans la mesure où son absence aurait un impact négatif sur le développement réel ou potentiel du pays.

I.1.3.3 Droits de l'homme et état de droit

L'indicateur des droits de l'homme et de l'état de droit considère la relation entre l'État et sa population dans la mesure où les droits de l'homme fondamentaux sont protégés, et où les

libertés sont respectées et garanties. L'indicateur examine s'il existe un abus généralisé des droits juridiques, politiques et sociaux, y compris ceux des individus, des groupes. L'indicateur prend en compte les flambées d'inspiration politique et violence perpétrée contre des civils. Il examine aussi des facteurs tels que le déni d'une procédure régulière et les normes et pratiques internationales pour les prisonniers ou dissidents politiques, et s'il existe une règle autoritaire, dictatoriale ou militaire actuelle ou émergente dans laquelle les institutions et processus constitutionnels et démocratiques sont suspendus ou manipulés.

I.1.4 Les indicateurs sociaux

Ils considèrent la pression démographique et la situation de réfugiés et les personnes déplacées.

I.1.4.1 Pression démographique

L'indicateur de pressions démographique prend en compte les pressions exercées sur l'État par la population elle-même ou par l'environnement qui l'entoure. Par exemple, l'indicateur mesure les pressions démographiques liées à l'approvisionnement alimentaire, à l'accès à l'eau potable et à d'autres ressources vitales, comme la santé, telles que la prévalence des maladies et des épidémies. L'indicateur tient en compte des caractéristiques démographiques, telles que les pressions exercées par des taux de croissance démographique élevés ou des distributions asymétriques de la population, comme le gonflement de la jeunesse ou de l'âge, ou la forte croissance démographique entre groupes communautaires concurrents. Au-delà de la population, l'indicateur mesure les pressions découlant des catastrophes naturelles "ouragans, tremblements de terre, inondations ou sécheresse", et des pressions exercées sur la population par les risques environnementaux.

I.1.4.2 Réfugiés et IDPs

Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays mesurent la pression sur les États causée par le déplacement forcé de grandes communautés en raison de causes sociales, politiques, environnementales ou autres, mesurant le déplacement dans les pays, ainsi que les flux de réfugiés dans d'autres. L'indicateur considère les réfugiés par pays d'asile, reconnaissant que les afflux de population peuvent exercer une pression supplémentaire sur les services publics et peuvent parfois créer des problèmes de sécurité pour l'État d'accueil, si cet État n'a pas la capacité d'absorption et les ressources adéquates. L'indicateur mesure également les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les réfugiés par pays d'origine, ce qui signifie les pressions internes de l'État. Ces mesures sont considérées dans le contexte de la population de l'État et de la trajectoire de développement

humain, et au fil du temps, reconnaissant que certaines personnes déplacées ou réfugiés, par exemple, ont pu être déplacé pendant de longues périodes de temps.

I.1.5 L'Indicateur coupe transversale

I.1.5.1 Intervention externe

L'indicateur d'intervention externe considère l'influence et l'impact des acteurs externes dans le domaine de la mise en place d'un État. D'un côté, l'intervention extérieure se concentre sur les aspects sécuritaires de l'engagement d'acteurs externes, à la fois clandestins et manifestes, dans les affaires internes d'un État à risque par les gouvernements, armées, des services de renseignement, des groupes d'identité ou d'autres entités affecter l'équilibre des pouvoirs au sein d'un état. D'autre part, l'intervention externe se concentre également sur l'engagement économique par des acteurs extérieurs, y compris les organisations multilatérales, les projets de développement, ou l'aide étrangère, tels que le soutien budgétaire continu, le contrôle des finances ou la gestion de la politique économique de l'État, créant une dépendance économique. L'intervention extérieure prend également en compte l'intervention humanitaire, telle que le déploiement d'une mission internationale de maintien de la paix.

I.2 Cadre sur la fragilité de l'OCDE

À l'intérieur du Cadre de l'OCDE sont prises en compte les dimensions économiques, politique et sociétale. Les points qui suivent abordent tour à tour les cinq dimensions de la fragilité, en détaillant pour chacune la typologie de la fragilité.

I.2.1 Dimension économique

La dimension économique du Cadre de l'OCDE sur la fragilité est déterminée par des facteurs de risque qui peuvent être structurels ou de nature plus temporaire. Ces facteurs comprennent la dépendance vis-à-vis de la rente tirée des ressources, le nombre de personnes occupant un emploi vulnérable en proportion de l'emploi total, la dépendance vis-à-vis de l'aide et le nombre de jeunes sans emploi et ni scolarisés ni en formation. Des variables macroéconomiques plus traditionnelles comme la taille de la dette publique, le taux de croissance du PIB et le taux de chômage représentent également d'importants facteurs de risque de fragilité économique. Ces risques économiques sont atténués par un ensemble de facteurs liés à la capacité d'adaptation, qui comprennent le capital humain "niveaux d'instruction et d'emploi", la capacité des pouvoirs publics de faire adopter des politiques de soutien au développement du secteur privé et le degré d'éloignement par rapport aux marchés mondiaux. La sécurité alimentaire assure également une importante fonction de soutien à l'environnement économique général.

I.2.2 Dimension environnementale

La dimension environnementale de la fragilité est déterminée par des facteurs de risque externes et internes comprenant la vulnérabilité face au risque de voir se produire des catastrophes naturelles telles que tremblements de terre, inondations, sécheresse, cyclones ou tsunamis. Le risque environnemental se mesure également à l'aune de la qualité de l'air, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de la prévalence des maladies infectieuses, du nombre de personnes déracinées et de la vulnérabilité des moyens de subsistance des ménages. Plusieurs facteurs liés à la capacité d'adaptation peuvent atténuer ces risques : une société civile forte, l'état de droit et l'efficacité des pouvoirs publics, ainsi que la sécurité alimentaire. Les composantes principales qui résument mieux ces indicateurs de risque et de capacité d'adaptation peuvent être décrites dans les termes suivants : vulnérabilité des ménages, des populations locales et de l'État et risques de catastrophe naturelle. Dans de nombreux contextes, c'est la fréquence élevée des aléas naturels, associée à une forte vulnérabilité des ménages, des populations locales et de l'État, qui accroît la fragilité environnementale

I.2.3 Dimension politique

Dans le cadre de l'OCDE sur la fragilité, la fragilité politique est déterminée par des facteurs de risque tels que la persistance et l'instabilité du régime en place, l'existence d'une violence soutenue par l'État ou d'une terreur politique, et le niveau de corruption. Ces risques sont tempérés par une capacité d'adaptation globalement liée à la qualité des institutions. La fragilité en termes politiques de protection de droits de l'homme, en général, et de droits de la femme constitue une composante importante de l'indicateur. La conjonction de ces facteurs de risque renforce l'instabilité des processus, événements ou décisions politiques et influe sur la faculté de s'adapter au changement et d'éviter l'oppression. Les deux composantes principales de la fragilité politique qui résument le mieux ces indicateurs peuvent être globalement décrites en ces termes : mécanismes régulateurs présents dans les institutions politiques et protection des droits humains et stabilité politique. Ainsi, la fragilité politique recouvre les principaux déterminants de la violence politique, ainsi que les mécanismes de contrôle et de restriction qui contribuent à prévenir l'apparition de la violence et à atténuer ses conséquences.

I.2.4 Dimension sécurité

La dimension sécurité a pour objet de rendre compte de la violence directe et des moyens d'adaptation institutionnels qui servent à prévenir ou à atténuer la violence. Le risque ou la présence de violence directe sont mesurés par le taux d'homicides, le niveau de la criminalité violente organisée, le nombre de décès causés par des acteurs non étatiques, l'impact du

terrorisme, le nombre de décès liés aux combats dans les guerres conventionnelles et le niveau de la violence domestique. Les indicateurs de la capacité d'adaptation concernant la dimension sécurité comprennent le nombre de policiers et d'agents de sécurité armés conjugué à la présence de l'état de droit et au degré de contrôle de l'État sur le territoire. Est également prise en compte l'existence d'alliances internationales officielles en matière de sécurité, qui sont associées à des niveaux plus faibles de conflit entre États.

I.2.5 Dimension sociétale

Dans le Cadre de l'OCDE sur la fragilité, la dimension sociétale est déterminée par la vulnérabilité face aux risques que font peser les inégalités verticales par exemple, les inégalités de revenu, et les inégalités horizontales "inégalités entre groupes ethniques", religieux ou raciaux ou entre castes, sur la cohésion des sociétés. Les inégalités sociales entre les sexes, une forte urbanisation et un nombre élevé de personnes déplacées dans un contexte de faible capacité d'adaptation, peuvent également exacerber la fragilité sociétale. Les grandes variables concernant la capacité de la collectivité de répondre aux inégalités sociales et horizontales sont la solidité de la société civile, la possibilité pour les citoyens de porter leurs différends devant la justice, ainsi que la perception de la capacité qu'ont les citoyens de faire entendre leur voix et de demander des comptes – c'est-à-dire la possibilité qu'ils ont de participer à certains aspects de la conduite des affaires publiques, leur liberté d'expression et la liberté de la presse.

Tableau 2 : les cinq dimensions de la fragilité Selon le cadre de l'OCDE sur la fragilité 2016

Dimension	Description
Dimension économique	Vulnérabilité face aux risques induits par la faiblesse des fondations économiques et du capital humain (chocs macroéconomiques, croissance inégalitaire ou chômage élevé des jeunes, par exemple).
Dimension environnementale	Vulnérabilité face aux risques environnementaux, climatiques et sanitaires qui influent sur la vie et les moyens
Dimension politique	Vulnérabilité face aux risques inhérents aux processus, événements ou décisions politiques ; déficit d'inclusivité sur le plan politique (y compris des élites) ; niveau de transparence, de corruption et capacité de la société à s'adapter au changement et à éviter l'oppression. Dimension sécurité Vulnérabilité de la sécurité globale face à la violence et à la criminalité, notamment la violence politique et la violence sociale.
Dimension sécurité	Vulnérabilité de la sécurité globale face à la violence et à la criminalité, notamment la violence politique et la violence sociale.
Dimension sociétale	Vulnérabilité face aux risques qui menacent la cohésion sociale induits par des inégalités verticales et horizontales (inégalités entre des groupes culturellement définis ou construits et fractures sociales, par exemple).

Source : Cadre 2016 de l'OCDE sur la fragilité

Chapitre 2 : cas de pays défaillants en Afrique

Parmi les pays les plus fragiles d'Afrique et du monde, nous avons choisi le Soudan du sud et la Somalie, qui se classent en tête des pays fragiles selon l'indice de pays fragile 2017. Le Soudan du sud est revenu à la première place, dans un contexte d'insécurité alimentaire croissante, de conflit en cours entre les partisans du Président Salva Kiir et Vice-président Riek Machar, des rapports de nettoyage ethnique, et des élections suspendues. La Somalie a pris la deuxième place, avec une légère amélioration par rapport à l'année dernière en raison des décès liés à la bataille dans le cadre du conflit en cours avec al-Shabaab; Bien qu'il subisse encore des pressions continues de l'Etat avec l'insécurité, la pauvreté et la légitimité de l'Etat.

Dans ce chapitre, nous allons présenter les scores de ce pays sur l'indice FSI entre la période de 2011 à 2017. Et ensuite nous analyserons profondément, à travers le fameux indice (FSI), la situation économique, politique, social du pays (section 1). Dans la deuxième section, on va faire un aperçu sur les scores de la Somalie, et une concentration sur l'analyse de la situation économique et politique de cet Etat, sans oublier le rôle de l'intervention de la communauté internationale sur plusieurs aspects politique, économique et social.

Section I : Soudan du sud

I.1 Contexte général

MAP 2 : Carte du soudan du sud



Le Soudan du sud est un pays enclavé sans accès à la mer situé en Afrique orientale. Il est bordé au nord par le Soudan, dont il a fait sécession en 2011, à l'est par l'Éthiopie, au sud par le Kenya, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, et à l'ouest par la République centrafricaine.

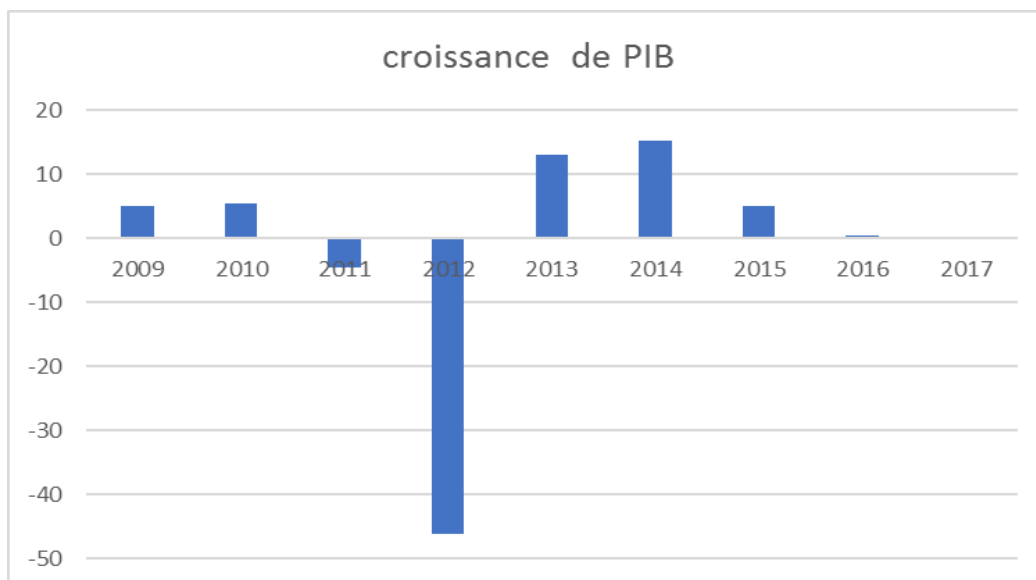
Après des décennies de guerre civile contre le nord du pays, le Soudan du sud est né officiellement le 9 juillet 2011 en faisant sécession du Soudan. De très nombreux États ont reconnu ce nouveau pays, qui est entré aux Nations unies le 14 juillet 2011. Malgré cette

reconnaissance et ce soutien international, la frontière avec son voisin du nord n'est pas encore clairement définie, ce qui entraîne des tensions et des affrontements armés sporadiques, des déplacements massifs de populations, et une forte insécurité alimentaire.

La situation catastrophique du pays se répercute sur le niveau de vie des populations. Plus du tiers des habitants vivent en insécurité alimentaire et sont pris en charge par l'ONU et ses agences, UNICEF, FAO et PAM. Une aide insuffisante malgré tout, et l'on dénombre de nombreux décès dus à la malnutrition, surtout des enfants et des femmes.

Les autorités font face à plusieurs grands défis démographiques : une population en très forte croissance, à plus de 4 pour cent par an ; une population extrêmement jeune, avec un âge médian à dix-sept ans et soixante-douze pour cent de la population âgée de moins de trente ans.

Graphique 1 : Croissance de PIB du soudan du sud



Source : Office National de la statistique au Soudan du sud 2018.

Après une année 2012 catastrophique économiquement, qui avait vu le PIB se fondre avec un taux de croissance négative de 46,1 pour cent, l'économie s'est fortement redressée en 2013 en inscrivant un taux de croissance positif de 13,1 pour cent et continuait sa croissance en 2014 pour atteindre un taux de croissance positif de 15,9 pour cent. Le taux de croissance reste toujours positif, mais limité à 5 pour cent en 2015, et avec un taux de croissance quasi nulle en 2016.

Depuis 2013, la chute des prix du pétrole et la maigre production pétrolière ont réduit le pourcentage des recettes budgétaires par rapport au PIB, entraînant une sérieuse diminution des réserves de devises et une accélération de l'inflation. En 2016, le déficit budgétaire était

de 25,2 pour cent du PIB ; s'il est de nouveau financé par des emprunts de la Banque centrale ou par l'accumulation d'arriérés, il continuera à alimenter une dépréciation de la monnaie et une forte inflation. La dette publique brute est passée de zéro en 2011 à 15,5 pour cent du PIB en 2017. Depuis le passage à un régime de change flottant en décembre 2015, la livre soudanaise s'est considérablement dépréciée par rapport au dollar EU. Le chômage et le sous-emploi des jeunes sont préoccupants ; plus de cinquante pour cent des jeunes sont sous-employés et seuls 12 pour cent de la main-d'œuvre travaillent dans le secteur formel.

En août 2015, un accord de paix a été signé sous l'égide de l'autorité intergouvernementale pour le développement. Sa mise en œuvre mettra le pays sur la voie d'une reprise et d'un développement économique. Ses abondantes ressources naturelles comprennent des terres agricoles fertiles potentiellement irrigables, des ressources aquatiques et forestières, et des ressources minérales. Elles sont susceptibles de tirer un agenda de développement économique durable. Bien que soixante-dix pour cent des terres soient cultivables, seuls 4,5 pour cent sont exploités. Le manque d'investissement dans les technologies et les intrants agricoles à haut rendement est le principal obstacle à l'accroissement de la productivité agricole. En raison de son enclavement, le Soudan du sud s'est engagé dans l'intégration régionale en rejoignant la plupart des organisations régionales. L'adhésion à ces organisations devrait faciliter le redressement et rapidement produire des avantages une fois la stabilité restaurée. La remontée des prix pétroliers fournira des ressources fiscales supplémentaires pour atténuer les contraintes budgétaires, à condition que les capacités institutionnelles et humaines soient renforcées dans la gestion des finances publiques.

Les perspectives économiques restent sombres en raison des fragilités politiques, sociales et économiques non résolues et des turbulences mondiales persistantes. En septembre 2017, environ 2 millions de personnes étaient toujours déplacées à l'intérieur du pays, plus de 1,8 million avait fui vers les pays voisins et 213 000 cherché refuge auprès des Nations Unies. Environ 6 millions de personnes ont été confrontées à une insécurité alimentaire grave. Étant donné la dépendance excessive du pays vis-à-vis des exportations de pétrole brut, de légers changements dans la production, les prix ou la demande du pétrole peuvent rapidement entraîner des chocs économiques massifs. La longue guerre civile a laissé au pays des infrastructures extrêmement sous-développées et un capital humain limité, deux éléments essentiels pour une croissance économique et un développement durable.

I.2 Score du sud soudan sur FSI de 2012 à 2017

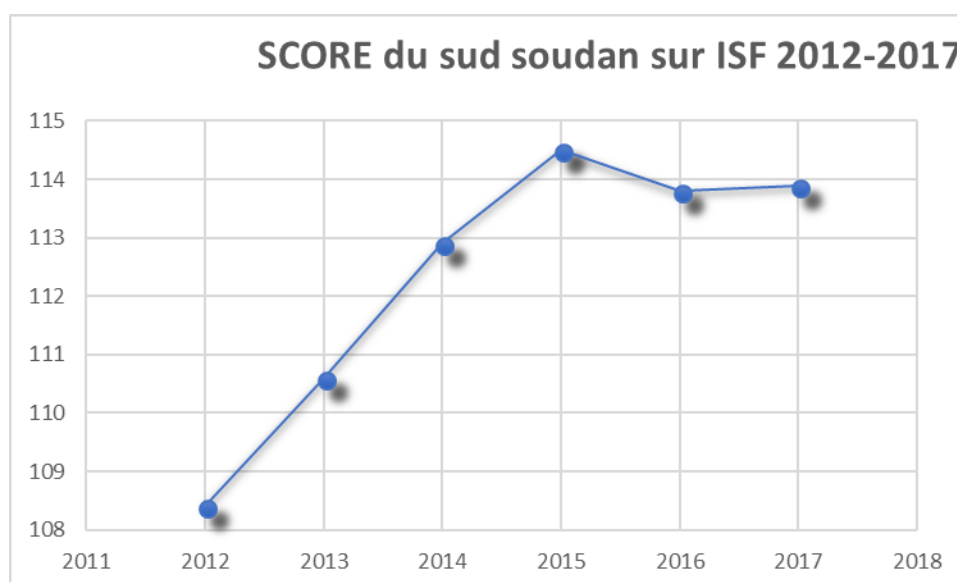
Le pays a connu une dégradation du score sur l'indice de l'état fragile (FSI). Le pays n'a jamais sorti de la situation de haute alerte en occupant le troisième rang en 2012 avec un score de 108,4 points, la situation a continué à se dégrader en obtenant un score de 110 points en occupant le quatrième rang. En 2015 le pays a connu le score le plus médiocre en obtenant 114,5 points et consacré champion en fragilité en occupant le premier rang. En 2016 et 2017 le pays a connu une légère amélioration en totalisant respectivement 113,8 points et 113,9 points.

Tableau 3 : Score du sud soudan sue FSI entre 2012-2017

Score du soudan sud sur IFS DE 2012-2017		
RANG	ANNEE	SCORE
3	2012	108,4
4	2013	110,6
1	2014	112,9
1	2015	114,5
2	2016	113,8
1	2017	113,9

SOURCE : FFP

Graphique 2 : Score du sud soudan sue FSI entre 2012-2017



Source : l'auteur

Nous voyons une hausse de la courbe pour atteindre son pique en 2015. Il descend légèrement dans les deux années suivantes à un niveau quasi constant. Généralement on peut confirmer que la situation de la fragilité du pays n'a pas connu une modification significative.

Le pays a toujours été dans la catégorie de pays de haute alerte en occupant de rangs très avancés en fragilité (1.2.3.4).

Le Soudan du sud a hérité des problèmes sociaux et politiques de son pays d'origine après l'indépendance à la mi-2011. Avec seulement cinq mois pour introduire une réforme radicale, le pays fait face aux pires indicateurs de la santé et de l'éducation dans le monde. La violence généralisée a mis fin à la politique, à l'économie et aux infrastructures de transport et de service public. En effet, l'insécurité rampante du Soudan du sud a forcé le gouvernement à dépenser ses ressources pour combattre les menaces au lieu de promouvoir la croissance et le développement globaux. En décembre 2011, l'escalade des descentes de bétail a conduit à de violents affrontements frontaliers dans l'État de Jonglei. Le gouvernement a été contraint de déclarer la région comme une zone sinistrée après que des dizaines de milliers de personnes ont été tuées ou déplacées. En résumé, les mauvais indicateurs du Soudan du sud pour les cinq derniers mois de 2011 indiquent un avenir troublé pour la jeune nation.

I.3 Analyse des scores

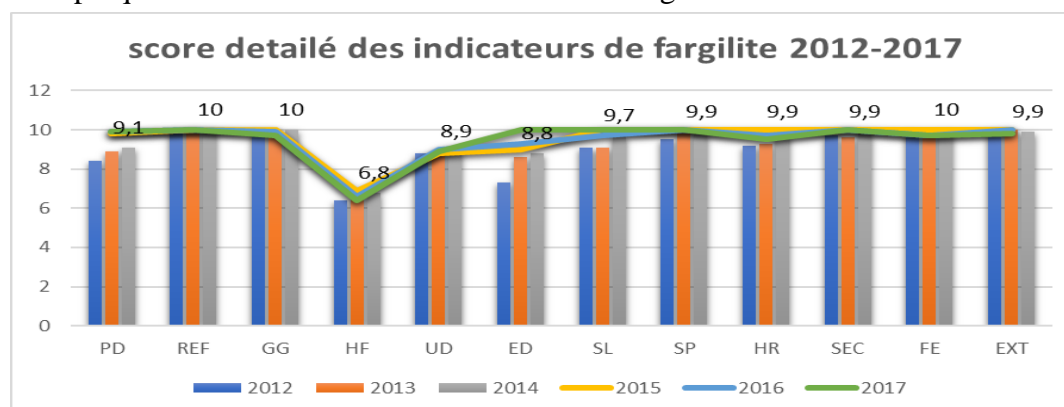
Pour mieux comprendre la situation de fragilité de ce pays on va analyser la vue générale de l'ensemble des indicateurs de fragilité et les étudier chacun à part.

Tableau 4 : Score détaillé des indicateurs de fragilité pour le Soudan du sud entre 2012-2017

ANNEE	D.P	R.IDPs	G.G	H.F	U.E.D	P.E.D	S.L	S.P	H.R.R.L	S. A	F.E	E.I	Total
2012	8,4	9,9	10	6,4	8,8	7,3	9,1	9,5	9,2	9,7	10	10	108,3
2013	8,9	10	10	6,5	8,9	8,6	9,1	9,8	9,3	9,6	9,8	10	110,5
2014	9,1	10	10	6,8	8,9	8,8	9,7	9,9	9,9	9,9	10	9,9	112,9
2015	9,8	10	10	6,9	8,8	9	10	10	10	10	10	10	114,5
2016	9,9	10	9,9	6,6	9	9,3	9,7	10	9,7	10	9,7	10	113,8
2017	9,9	10	9,7	6,4	8,9	10	10	10	9,5	10	9,7	9,8	113,9

Source : l'auteur

Ghraphique 3 : Scor détaillé des indicateurs de fragilité du Soudan du sud 2012-2017.



Source : l'auteur.

Nous notons sur la courbe que tous les indicateurs ont pris des valeurs élevées entre (8,8 points et 10 points), à l'exception de l'indice HF qui a atteint la valeur de 6,8 points. Tous les indicateurs sont sur une courbe serrée. Il n'y a pas de divergence significative au niveau de la présentation des indicateurs.

Nous concluons de la courbe ci-dessus que la fragilité de l'état est liée à tous les indicateurs. C'est une fragilité sur le plan économique, politique et social et aussi par suite d'ingérences externes.

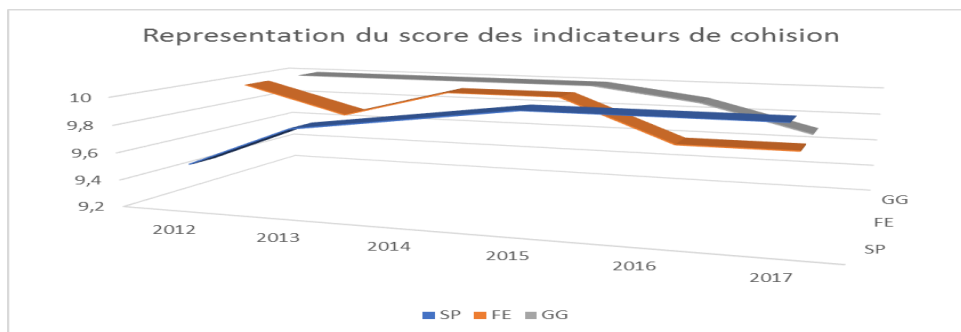
I.3.1 Les indicateurs de cohésion

Tableau 5 : Les indicateurs de cohésion du soudan du sud entre 2012 -2017

ANNEE	S.A	F.E	G.G
2012	9,5	10	10
2013	9,8	9,8	10
2014	9,9	10	10
2015	10	10	10
2016	10	9,7	9,9
2017	10	9,7	9,7

Source : l'auteur

Graphique 4 : Score des indicateurs de cohésion du Soudan du sud



Source : l'auteur

Sur le graphique en-dessus nous constatons que l'indicateur S.A a suivi une tendance croissante, cette situation peut être expliquée par la montée des tensions avec Khartoum pour le contrôle des importantes ressources en pétrole et le tracé de la frontière. En plus, la crise sécuritaire intérieure ou des habitants minés par des rivalités politiques et des conflits ethniques. Cette situation s'envenime et menace de devenir incontrôlable. Les combats opposent l'ethnie dinka de Salva Kiir, groupe majoritaire largement représenté dans l'appareil d'Etat, à l'ethnie nuer, celle de Riek Machar. La rivalité entre ces deux groupes a déjà donné

lieu à des épisodes sanglants au temps de la lutte pour l'indépendance, où les conflits ethniques ont été attisés et exploités politiquement²⁷.

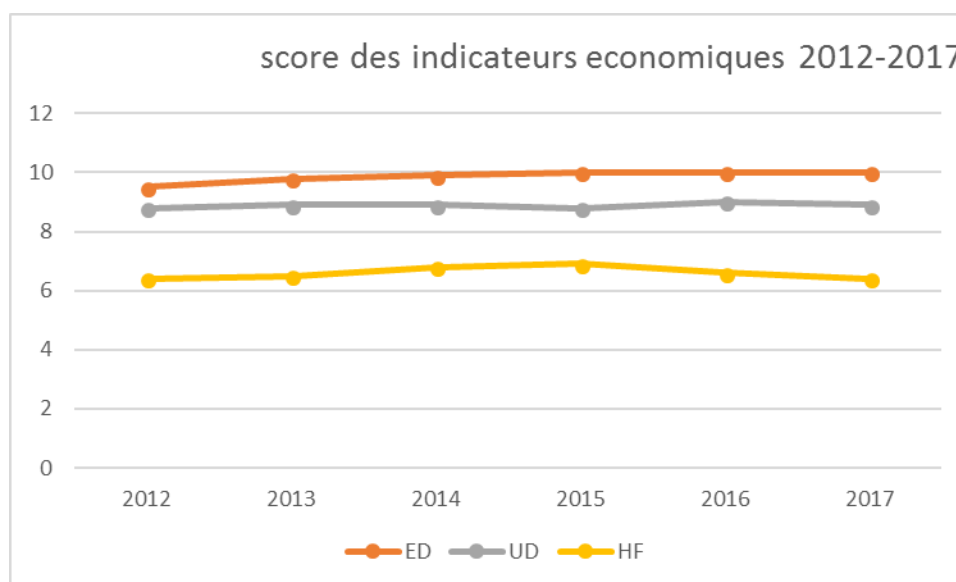
I.3.2 Les indicateurs économiques

Tableau 6 : Score des indicateurs économiques du Soudan du sud

ANNEE	P.E. D	U.E. D	H. F
2012	9,5	8,8	6,4
2013	9,8	8,9	6,5
2014	9,9	8,9	6,8
2015	10	8,8	6,9
2016	10	9	6,6
2017	10	8,9	6,4

Source : l'auteur

Graphique 5 : Score des indicateurs économiques du Soudan du sud.



Source : l'auteur

Sur le graphique nous constatons que l'indicateur de déclin économique suit une tendance croissante entre 2012 et 2015 afin de prendre une valeur constante à partir de 2015. Alors que l'indicateur d'inégalité du développement suit une tendance constante entre 2012 et 2015, il augmente légèrement en 2016 et revient à sa situation initiale en 2017. Et pour l'indicateur de

27 Cordélia Bonal, Pourquoi le Soudan du Sud bascule dans la violence, 24 décembre 2013, Libération, consulté sur le site http://www.liberation.fr/planete/2013/12/24/pourquoi-le-soudan-du-sud-basculer-dans-la-violence_968781.

fuite humaine et fuite de cerveau, cet indicateur suit une tendance croissante entre 2012 et 2015 et puis il se baisse en 2016 et 2017.

Le Soudan du sud est indépendant depuis 2011. Cependant, la stabilité macroéconomique ainsi que la croissance économique ont été freinées par les guerres “d'abord avec le Soudan, puis par une guerre civile depuis décembre 2013”, entraînant une récession et un important déficit fiscal.

La structure économique n'est pas encore bien organisée, et le pays dépend fortement du Soudan. Il possède peu de routes bitumées, et l'accès à l'électricité et à l'eau potable n'est pas encore généralisé. Après plusieurs décennies de guerre civile contre le nord, l'industrie et l'infrastructure du Soudan du sud sont très sous-développées, particulièrement au niveau du transport du pétrole. Le Soudan et le Soudan du sud ont accepté en avril 2013 de partager les revenus du pétrole en échange d'un accès à l'infrastructure soudanaise. En 2015, le Soudan du sud a été sérieusement touché par la chute des cours du pétrole sur le marché international. Cette situation a été exacerbée lorsque les groupes rebelles ont temporairement envahi les gisements de pétrole. La production a chuté, ce qui a eu un impact important sur la situation macroéconomique et rendu des ajustements fiscaux nécessaires. Le déficit du compte courant a augmenté, entraînant une hausse de l'inflation ; l'inflation annuelle était de plus de 800 pour cent en octobre 2016. Le Soudan du sud possède de faibles réserves de devises étrangères, “seulement 65,4 millions USD en 2016 selon le FMI”, ce qui pose un risque aux importations de denrées alimentaires. Les défis à long terme sont la stabilité macroéconomique, le combat contre la pauvreté, l'amélioration de la perception fiscale et la gestion financière.²⁸

I.3.3 Les indicateurs politiques

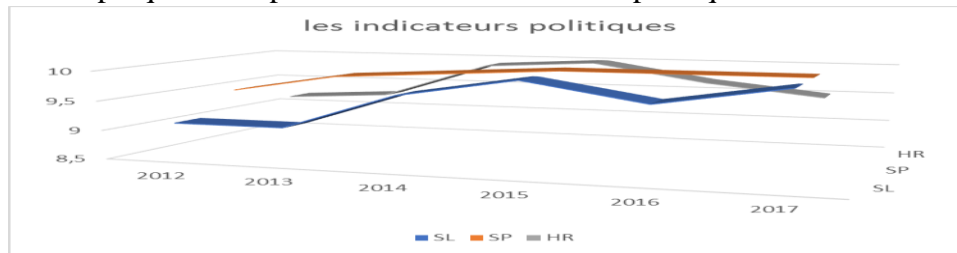
Tableau 7 : Indicateurs politiques du Soudan du sud

Année	S.L	S.P	H.R.R.L
2012	9,1	9,5	9,2
2013	9,1	9,8	9,3
2014	9,7	9,9	9,9
2015	10	10	10
2016	9,7	10	9,7
2017	10	10	9,5

Source : l'auteur

²⁸ Soudan du sud : Le contexte économique, <http://www.expert-comptable-international.info/fr/pays/sudan-du-sud/economie-3>

Graphique 6 : Représentation des indicateurs politiques du Soudan du sud



Source : l'auteur

Pour l'indicateur de légitimité de l'état, il augmente depuis 2012 pour atteindre son pic en 2015, en suite, il se diminue en 2016 pour revenir au niveau le plus haut en 2017. Concernant l'indicateur services publics, il suit une tendance croissante depuis 2012. Nous constatons une amélioration de l'indicateur de droit de l'homme et de l'état de droit les deux dernières années. Alors qu'entre 2012 et 2016 a suit une tendance croissante.

Un rapport du Haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme a tiré la sonnette d'alarme sur la situation au Soudan du sud. Le texte pointe des viols massifs, des civils brûlés vifs ou découpés en morceaux, des “morts que l'on ne compte plus”. Pour l'organisation, il s'agit de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

“Il s'agit d'une situation des droits de l'homme parmi les plus horribles dans le monde, avec une utilisation massive du viol comme instrument de terreur et comme arme de guerre”. Voilà ce qu'a déclaré le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme” Zeid Ra'ad Al Hussein, suite à la publication d'un rapport qui recense les exactions constatées par les enquêteurs des Nations unies au Soudan du sud durant l'année 2015²⁹.

En décembre 2016, le conseiller spécial de l'ONU pour la prévention des génocides a alerté sur les crimes dont sont victimes les Nuer. Des massacres ont eu lieu contre des soldats Nuer “ethnie de Riek Machar”, par les Dinka “ethnie de Salva Kiir”. Ces deux principales ethnies composent l'armée mais les Dinkas majoritaires ont toujours considéré que le pays leur appartenait.

Le conseil de sécurité de l'ONU a instauré un régime de sanctions contre le Soudan du sud. Des mesures qui comportent une interdiction de voyager et un gel des avoirs pour les individus soupçonnés de crimes au regard du droit international et d'atteinte aux droits humains, ou qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du pays.³⁰

²⁹ Laure Broulard, Soudan du sud : une des situations « parmi les plus horribles » pour les droits de l'homme selon l'ONU, 11 mars 2016, publié sur jeune Afrique, <http://www.jeuneafrique.com/309112/societe/soudan-sud-situations-parmi-plus-horribles-droits-de-lhomme-selon-lonu/>

³⁰ Soudan du sud : un pays au bord du gouffre, <https://sorbon.fr/2017/04/18/soudan-sud-pays-bord-gouffre/>

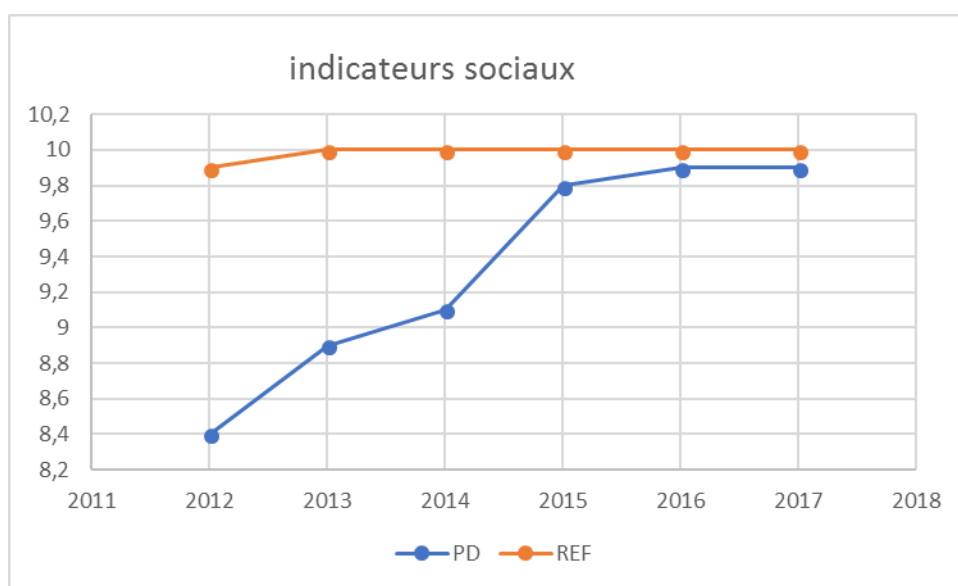
I.3.4 Indicateurs sociaux

Tableau 8 : Les indicateurs sociaux du Soudan du sud

Année	D.P	R.IDPs
2012	8,4	9,9
2013	8,9	10
2014	9,1	10
2015	9,8	10
2016	9,9	10
2017	9,9	10

Source : L'auteur

Graphique 7 : Les indicateurs sociaux du Soudan du sud.



Source : l'auteur.

Sur le graphique les deux indicateurs ont suivi une tendance croissante, la pression démographique augmente de 2012 à 2017, ainsi que les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le pays concentre 11,89 millions d'habitants sur une surface de 644 329 km², soit une concentration d'habitants au km² de 18,46. L'espérance de vie au sud est de 55,22 ans, de 8 ans inférieur à celle du Soudan. Il possède une croissance démographique supérieure à la moyenne des pays africains 4,01 pour cent par an.

Les épisodes de Djouba qui opposent l'armée régulière à la rébellion font plus de 300 morts dans la capitale et plusieurs milliers de déplacés³¹.

³¹ Fiche pays sud soudan, <http://www.geolinks.fr/geopolitique/fiche-risques-pays-soudan-du-sud/>

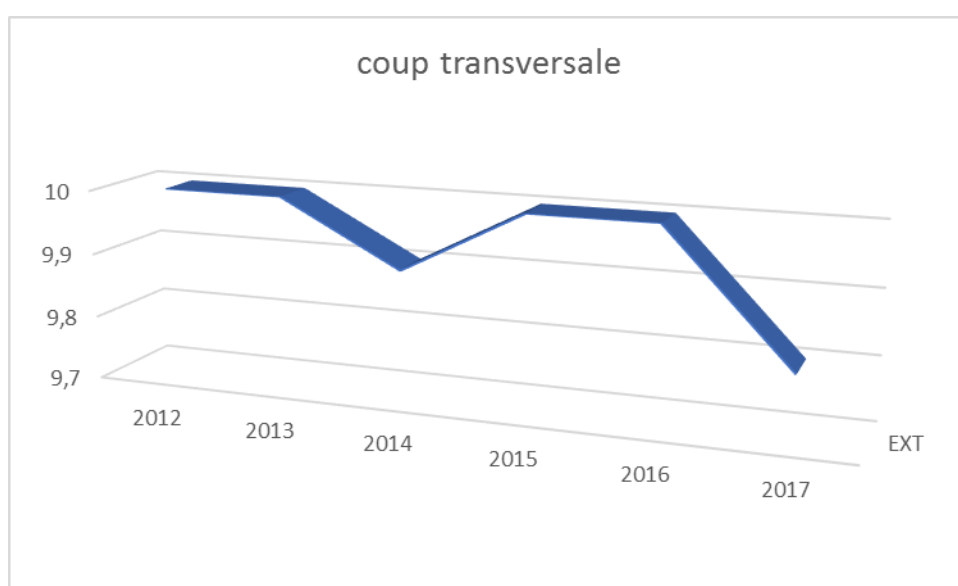
I.3.5 l'indicateur coupe transversale

Tableau 9 : l'indicateur de coupe transversale du Soudan du sud

Année	EXT.I
2012	10
2013	10
2014	9,9
2015	10
2016	10
2017	9,8

Source : l'auteur.

Graphique 8 : l'indicateur de coupe transversale du Soudan du sud



Source : l'auteur

La courbe est constante entre 2012-2013, puis il se chute en 2014 après il s'augmente, pour se diminuer en 2017.

I.4 Intervention externe au soudan du sud

La République du Soudan du sud est le théâtre de l'intervention de la communauté internationale, compte tenu de leur besoin d'aide dans de nombreux domaines tels que le maintien de la paix, la sécurité alimentaire et l'aide au développement. Dans cette étude, nous avons choisi d'examiner le rôle de certaines organisations dans ce pays, en particulier les Nations Unies et ses organisations spécialisées.

I.4.1 l'intervention de l'ONU

En adoptant la résolution 1996 en 2011, le 8 juillet 2011, le Conseil de sécurité a estimé que la situation au Soudan du sud continuait de constituer une menace pour la paix internationale et la sécurité dans la région. Le Conseil de sécurité a institué la Mission des Nations Unies au

Soudan du sud “MINUSS”, pour consolider la paix et la sécurité et contribuer à mettre en place les conditions nécessaires au développement.

Suite à la crise qui a éclaté au Soudan du sud en décembre 2013, le Conseil de sécurité, par sa résolution 2155 en 2014 du 27 mai 2014, a renforcé la MINUSS et a réorienté le mandat de la mission en donnant priorité à la protection des civils, la surveillance et les enquêtes en matière de droits de l'homme, la création de conditions d'acheminement de l'aide humanitaire et l'accompagnement de la mise en œuvre de l'accord de cessation des hostilités³².

La Mission des Nations Unies au Soudan du sud “MINUSS” a appelé toutes les institutions nationales engagées dans la stabilisation de l'état de Jonglei à préserver les gains acquis récemment dans le cadre du processus de paix à l'œuvre dans cette région, la plus grande du pays, à contenir les violations des droits de l'homme et à faire traduire les auteurs d'actes criminels en justice.

Les conditions de sécurité se sont améliorées de manière considérable à Jonglei depuis le début de l'année 2017, lorsque des violences intercommunautaires avaient provoqué la mort de centaines de personnes. Des efforts louables ont été déployés depuis pour renforcer la sûreté et la protection des habitants et de leurs biens.

Un échec à cet égard minerait la confiance et la volonté de coopération des communautés locales dans le processus de désarmement en cours et risquerait de faire dérailler le processus de paix.

I.4.2 intervention de HCR

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a exprimé sa préoccupation devant la détérioration des conditions de santé des réfugiés soudanais qui résident dans les camps établis dans les états sud-soudanais du Haut Nil et d'Unité.

Sur les 170.000 qui se trouvent actuellement au Soudan du sud, 100.000 sont exposés à des risques de contracter infections, diarrhées et paludisme.

La moitié des réfugiés dans le Haut Nil sont des enfants âgés de moins de 11 ans, pour la plupart affaiblis par la malnutrition. Le HCR s'efforce de souligner auprès d'eux l'importance de maintenir une hygiène de base, tout en continuant de construire des latrines dans les cinq camps où ses personnels sont actuellement présents³³.

I.4.3 Rôle du FAO au Soudan du sud

³² Mission de Nations Unies au Sud Soudan, MINUSS, <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unmiss/>

³³ Soudan du Sud : la MINUSS appelle à préserver l'intégrité du processus de paix à Jonglei, 24 août 2012. <https://news.un.org/fr/story/2012/08/251722-soudan-du-sud-la-minuss-appelle-preserver-lintegrite-du-processus-de-paix>

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture "FAO" a lancé une importante campagne de vaccination du bétail au Soudan du sud dont l'objectif est de protéger plus de 9 millions d'animaux et de lutter contre les apparitions récurrentes de maladies. Plus de 65 pour cent de la population dépend du bétail pour sa survie. Le lait, la viande et le sang sont des sources essentielles de protéines et de nutriments³⁴.

Le Soudan du sud est extrêmement riche en ressources naturelles et étant donné que 95 pour cent de la population dépend de ces ressources pour leurs moyens de subsistance, l'agriculture offre un potentiel extraordinaire de croissance durable.

La FAO a élaboré un plan d'assistance technique intérimaire au secteur agricole. Ce plan s'articule en trois volets : formation et vulgarisation au sein des services étatiques ; médiation pour la prévention des conflits sur l'eau ; et développement de la filière élevage. Sans conteste, il apportera une contribution notable au nouveau programme gouvernemental de développement général du Soudan du sud.

L'agence onusienne gère un programme de réhabilitation d'urgence de 61 millions de dollars au Soudan du sud. Ce programme a permis à 250.000 personnes déplacées de reprendre leurs activités agricoles qu'elles avaient abandonnées durant le conflit armé. Il a également permis de soutenir les ménages vulnérables qui hébergent ces personnes depuis leur retour aux champs.

Les activités de soutien offertes par la FAO comprennent aussi la formation des jeunes agriculteurs dans des fermes-écoles et la mise en place d'un potentiel humain pour gérer les services administratifs.

La FAO discutera avec les bailleurs de fonds de son plan d'assistance technique intérimaire au secteur agricole d'une valeur de 50 millions de dollars dans l'espoir d'assurer le financement de cet important programme. Parmi les bailleurs de fonds : le Canada, le CERF, le Fonds humanitaire commun des Nations Unies, la France, l'Espagne, la Suisse et l'Union Européenne (UE). La FAO a fourni des kits de pêche et de culture à plus de 2,8 millions de personnes, dont 200 000 dans les zones touchées par la famine, et a vacciné plus de 6 millions de têtes de bétail pour sauver des vies³⁵.

³⁴ Soudan du sud : lancement de la plus importante campagne de vaccination du bétail, <http://www.fao.org/fao-stories/article/fr/c/1132158/>

³⁵ La famine au sud soudan diminue, mais la situation reste désespérée alors que la faim se répand, Publié le 22 juin 2017, <http://fr.wfp.org/nouvelles/nouvelles-release/la-famine-au-sud-soudan-diminue-mais-la-situation-reste-desesper%C3%A9e-alors-que-la-faim-se-r%C3%A9pand>

I.4.4 L'intervention du PAM

Le PAM a aidé 3,4 millions de personnes au Soudan du sud depuis le début de l'année 2017. Ceci inclut de l'aide alimentaire et nutritionnelle pour 2,6 millions de personnes déplacées ou touchées par le conflit, et 800 000 personnes grâce à des interventions pour aider les communautés dans leur résistance face aux chocs et leur soutien continu aux réfugiés.

I.4.5 L'intervention du UNICEF

L'UNICEF avec ses partenaires, a soigné plus de 76 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Ces enfants sont neuf fois plus susceptibles de mourir que les enfants bien nourris. L'UNICEF a pour objectif de soigner 700 000 enfants malnutris à travers le pays. Dans le cadre de son approche multisectorielle pour aborder le problème, l'UNICEF a également fourni à 500 000 personnes de l'eau potable et a permis l'accès à des installations d'assainissement à 200 000 personnes.

L'UNICEF, et leurs partenaires ont aussi multiplié les missions de réponse rapide en utilisant des hélicoptères et des largages aériens pour atteindre les communautés isolées. Vingt-cinq missions ont été accomplies à Unity, Upper Nile et Jonglei, permettant de soigner 40 000 enfants.

Section II : cas de La somalie

Map 3 : Carte de la Somalie



I. Contexte général

La Somalie est un pays situé à l'extrémité orientale de la Corne de l'Afrique, bordé par l'océan Indien. Il partage des frontières, dans sa configuration réduite actuelle, avec le Pount au nord, l'Éthiopie au nord-ouest, et le Kenya au sud-ouest. Ancienne partie nord du pays, le Somaliland et le Pount sont indépendants dans les faits. Si elle paraît aujourd'hui quelque peu oubliée, la Somalie a longtemps été considérée comme l'État failli par excellence, où toute forme de structure publique avait disparu, laissant le pays sombrer dans un immense chaos. Aujourd'hui, la crise qui l'affecte semble être une énième manifestation de l'incapacité supposée de l'Afrique à accoucher d'États stables et prospères.

Depuis quelques années, et l'instauration à nouveau d'une présidence et la mise en place d'un nouveau gouvernement, l'État somalien revient lentement à la vie. Il reste que la situation est difficile, même à Mogadiscio. Il y a eu ces dernières années une multiplication des divisions entre clans dans tout le pays, notamment dans la capitale. Les combats font rage plus ou moins en permanence depuis des décennies, les rues de Mogadiscio sont peu sûres.

Par contre, l'absence presque d'État est opportunément utilisée par un grand nombre de trafiquants ou de marchands en tous genres, qui ont pris comme base les grandes villes, notamment Mogadiscio, pour exercer leurs trafics, sans payer de taxes bien entendu. La Somalie est considérée comme le pays le plus corrompu et le plus défaillant du monde.

Des régions entières semblent ne plus appartenir au pays, comme dans le nord qui s'est auto-proclamé indépendant pour former deux entités étatiques, le Somaliland “nord”, et le Pount “nord-est”. Pour le moment, rien n'est officiellement reconnu par les institutions internationales, que ce soit le Somaliland ou le Pount, malgré une certaine réussite de ces nouveaux États. Le Pount souhaite tout de même rejoindre un futur État fédéral somalien.

Depuis 2012, un nouveau processus politique est en cours, marqué par l'adoption d'une constitution provisoire, la mise en place d'un nouveau parlement et l'élection par celui-ci d'Hassan Sheikh Mohamud au poste de Président. Les nouvelles autorités somaliennes s'étaient engagées à mettre en œuvre un agenda de réformes ambitieuses qui devait s'achever en 2016 par l'adoption d'une Constitution définitive, la mise en place d'une organisation administrative fédérale et l'organisation d'élections au suffrage universel pour le renouvellement du parlement et de la présidence.

Les retards pris dans le processus de transition, ainsi que la résilience du mouvement terroriste Al-Shabab, n'auront pas permis la tenue des élections initialement prévues en septembre 2016. Après plusieurs reports successifs, les élections ont abouti le 27 décembre 2016 à l'inauguration d'un nouveau parlement, celui-ci a procédé à l'élection le 8 février 2017, d'un nouveau président somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed dit Farmajo.

Grâce à ce qui précède, nous nous aborderons l'état de défaillance de l'État somalien à tous les niveaux, au niveau de la sécurité, de la politique, de l'économie et de la société.

II. Analyse général de la situation de défaillance de la somalie

II.1 La défaillance au niveau sécuritaire

La Somalie est un maillon de l'arc de crise qui s'étend de Nouakchott à Mogadiscio. Plus de vingt années de guerre civile et l'absence de structures étatiques y ont créé une situation propice au développement du terrorisme international incarné par le groupe Al-Shabaab, affilié à Al-Qaida.

La situation s'est, malgré tout, améliorée ces dernières années, grâce à l'engagement de la communauté internationale aux côtés de l'Union africaine. L'Union africaine déploie depuis 2007 une mission militaire en Somalie (AMISOM), autorisée par le Conseil de sécurité, pour lutter contre Al-Shabaab. Elle compte aujourd'hui environ 22000 hommes composée de contingents africains "Ethiopie, Djibouti, Kenya, Ouganda et Burundi".

Le terrorisme continue de menacer la paix et la stabilité dans le pays et chez ses voisins. Les réformes de la sécurité n'ont pas progressé aussi rapidement que prévu ; la menace de piraterie persiste et freinera l'investissement tant direct étranger que de la diaspora en 2018. La situation de sécurité s'est dégradée au premier semestre 2016, avec l'intensification des attaques menées par le Mouvement des Chabab. Le nombre d'assassinats a augmenté à Mogadiscio, et des tirs de mortier ont frappé d'importants bâtiments de l'État, notamment le palais présidentiel, "la Villa Somalie". L'État islamique d'Iraq et du Levant "EIIL" a par ailleurs revendiqué sa première attaque sur le sol somalien menée lors d'une embuscade contre un convoi de la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie "AMISOM" en avril 2016. Dans le même temps, l'AMISOM a lancé la troisième phase de l'opération Couloir de Djouba, dont le principal objectif est de détruire les bastions du mouvement des Chabab dans le centre de la Somalie et de couper ses voies d'approvisionnement. Dans le cadre de cette opération, l'AMISOM a libéré les villes d'Adan Yabal dans la région du Shabelle Dhexe et de Galcad dans la région du Galguduud au cours du mois où est survenue l'attaque de l'EIIL. En dépit de ces grandes difficultés, la communauté internationale croit de plus en plus en la stabilité de la Somalie. Le Royaume-Uni a été le premier pays de l'Union européenne à rouvrir son ambassade à Mogadiscio en mai 2013. La Turquie y a également établi une ambassade.

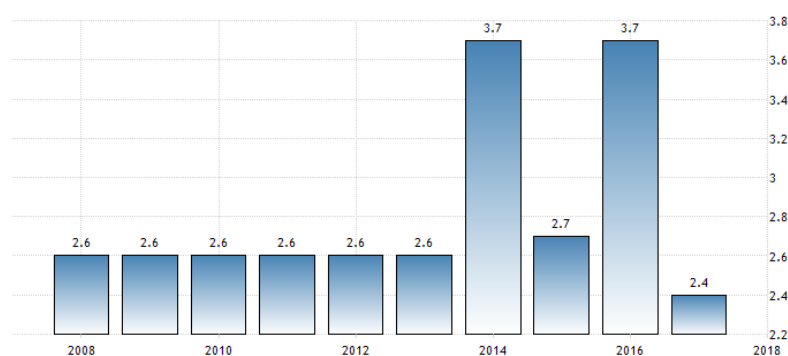
II.2 Le niveau économique

L'économie somalienne, largement informelle, dépend étroitement de l'aide internationale, principalement humanitaire. Le pays bénéficie également des transferts de la diaspora somalienne évalués à 1Md\$ par an. L'activité économique repose essentiellement sur le secteur agricole et les services. Des travaux de reconstruction des infrastructures, détruites pendant la guerre civile, sont en cours principalement dans la capitale Mogadiscio. La conjoncture reste marquée par une forte inflation, le budget est presque exclusivement financé par l'aide internationale versée au gouvernement et par les quelques recettes prélevées au port du Mogadiscio. L'agriculture contribue à environ soixante pour cent du PIB de la Somalie. Sous-secteur agricole le plus important, les animaux d'élevage représentent environ quarante pour cent du PIB. La production est principalement limitée à des activités à petite

échelle, et fait peu appel aux techniques agricoles modernes. Les services financiers et les télécommunications sont les principaux types de services qui enregistrent actuellement une croissance et possèdent un potentiel notable de croissance dans l'avenir. Pendant longtemps, le secteur financier se composait plutôt essentiellement de sociétés d'envois de fonds et d'institutions informelles de transfert de fonds, telles que les opérateurs utilisant le système hawala. L'amélioration progressive de la sécurité a toutefois attiré un nombre croissant d'institutions financières formelles, désireuses de participer au flux considérable d'envois de fonds à destination du pays. Plus de 1 milliard de dollars de fonds sont envoyés chaque année en Somalie, représentant près d'un quart du revenu des ménages. Un autre domaine où l'économie somalienne se modernise est celui des télécommunications. Ce secteur est parvenu à prospérer malgré des années d'instabilité. Il est même devenu l'un des secteurs des télécommunications les plus compétitifs et les plus en pointe en Afrique. La Somalie affiche l'un des tarifs les plus bas du continent pour les appels internationaux, et en date de mars 2013, on y dénombrait onze opérateurs agréés dont les réseaux couvraient l'ensemble du pays.

Les relations extérieures des autorités de Mogadiscio s'inscrivent principalement dans le cadre de l'appui de la communauté internationale à la reconstruction de la Somalie. Le gouvernement fédéral et la communauté internationale ont pris des engagements mutuels dans un document appelé "compact for Somalia" dans le cadre du partenariat du "New Deal" à Bruxelles en septembre 2013. Il fixe les orientations pour la reconstruction du pays et annonce des engagements financiers à hauteur de 1,8Md d'euros. Le suivi de ces engagements a fait l'objet d'une conférence à Copenhague en novembre 2014 et à Istanbul en février 2016. La troisième conférence internationale sur la Somalie qui se tiendra à Londres le 11 mai 2017 a pour objectif de convenir d'un nouveau partenariat fondé sur la notion de "redevabilité mutuelle". Elle doit être l'occasion pour la communauté internationale de définir une stratégie explicite et réaliste de son engagement en Somalie.

Graphique 9 : Somalie - Taux de croissance annuel du PIB



Source : tradingeconomics.com

Nous constatons que la croissance du PIB annuelle est très faible, elle varie entre 2.6 pour cent et 3.7 pour cent. Cette faiblesse est liée à l'état de l'économie. Au cours des quatre dernières années, la croissance du PIB réel a été modérée, en moyenne à environ 3,4 pour cent. Elle devrait descendre à 2,4 pour cent en 2017, principalement en raison de la sécheresse persistante, et revenir à 3,5 pour cent en 2018 et 2019. En 2017, ses principaux moteurs ont été la construction, les télécommunications et les services financiers. En 2018 et 2019, la remontée de la croissance devrait être stimulée par la reprise du secteur agricole, l'augmentation des investissements du secteur privé et l'amélioration de la sécurité. Contenue par la dollarisation et la forte baisse des prix pétroliers, l'inflation devrait rester proche de 2,7 pour cent en 2018 et 2019. La petite taille de l'économie formelle et la collecte fiscale limitée par l'insécurité généralisée et des contraintes institutionnelles empêchent l'État de générer des recettes suffisantes et de stabiliser l'environnement macroéconomique. L'État continue de dépendre de l'aide publique au développement, qui représentait 21 pour cent du PIB en 2016 et devrait légèrement diminuer jusqu'en 2018. En continuant d'accumuler des arriérés, la dette extérieure restreint l'accès à l'emprunt extérieur, en particulier concessionnel. Depuis avril 2016, le shilling somalien est resté relativement stable par rapport au dollar EU. La Banque centrale de Somalie n'a émis aucun billet depuis 1991 ; elle n'a aucun contrôle sur le taux de change ni sur l'émission du shilling, qui est imprimé par des acteurs privés³⁶.

Les principales réalisations économiques comprennent l'élaboration du premier Plan National de Développement (PND) 2017–2019, énonçant les priorités pour la reconstruction et le

³⁶ Perspectives économiques en Somalie, <https://www.afdb.org/fr/countries/east-africa/somalia/somalia-economic-outlook/>

développement économiques. Le secteur privé a affiché une résilience impressionnante dans les télécommunications, les services financiers et la construction. La diaspora a joué un rôle majeur en investissant des fonds étrangers et en revenant avec des compétences essentielles. La stabilité politique, la mise en œuvre du PND et l'intérêt de la diaspora pour les secteurs clés de croissance devraient stimuler la croissance en 2018. Des programmes sont en cours pour relancer l'éducation, avec pour premiers résultats la scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants dans l'enseignement primaire formel.

II.3 Sur le plan Politique

Ancienne colonie britannique "au nord" et italienne "au sud", la Somalie a acquis son indépendance en 1960. Neuf ans plus tard, le régime parlementaire est renversé par un coup d'État du général Siad Barre, qui s'installe comme président de la République. Mais cette soudaine centralisation du pouvoir n'efface pas les divisions, principalement claniques, qui minent la société somalienne. Une guerre civile éclate à la fin des années 1980, qui aboutit à la chute de Siad Barre. Avec son régime, c'est l'État qui s'effondre en Somalie³⁷.

Dans le même temps, la tentative d'intervention militaire des Nations unies, États-Unis en tête, ne parvient pas à endiguer la violence. Après cet échec, la Somalie n'est plus apparue comme une priorité dans l'agenda international jusqu'à l'apparition du risque du djihadisme terroriste lié à al-Qaïda. En l'absence d'un État capable de gérer le pays, les chefs religieux islamiques ont pris peu à peu le pouvoir, via l'Union des tribunaux islamiques (UTI). Le 11-Septembre va placer l'UTI dans la ligne de mire des États-Unis, dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Mais là encore, les tentatives plus ou moins souterraines de déstabiliser le pouvoir islamique échouent. Elles aboutissent au contraire à la rupture de la frange dure de l'UTI, les shebab, qui entrent en conflit avec le pouvoir de Mogadiscio, soutenu à bout de bras par la communauté internationale. Ainsi, depuis 2011, la scène politique somalienne s'est quelque peu apaisée. En 2012, une constitution provisoire a été adoptée. Elle a permis la mise en place d'un Parlement qui a élu Hassan Sheikh Mohamoud à la magistrature suprême. Mais les mandats du Parlement et du chef d'Etat de la République fédérale viennent à échéance en 2016. Or, le maintien des institutions, au cœur de la transition politique, est crucial. Les grandes réalisations comprennent les élections pacifiques de février 2017, qui ont désigné un nouveau président et un parlement fédéral où les femmes et les jeunes sont mieux représentés, et la création de plusieurs États fédéraux autonomes. Les efforts visant les

³⁷ Carlos Jiménez Piernas, *L estados fracasados y el derecho internacional: el caso de Somalia*, 2010, Revista Española de Derecho Internacional, p. 2.

questions constitutionnelles doivent être accélérés, et un règlement fédéral doit être accepté pour définir la répartition des pouvoirs et la meilleure façon d'affecter les ressources et les recettes.

III-La somalie selon le FSI

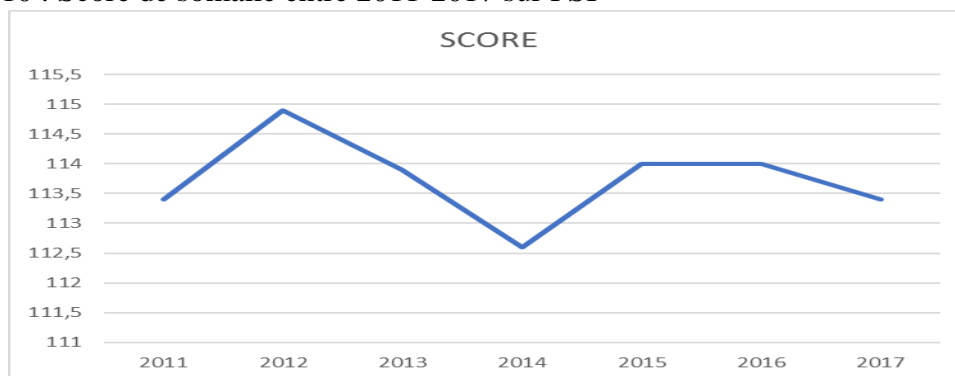
Tableau 10 : Score de Somalie sur IFS DE 2012-2017

Score de Somalie sur IFS DE 2012-2017		
RANG	ANNEE	SCORE
1	2011	113,4
1	2012	114,9
1	2013	113,9
2	2014	112,6
2	2015	114
1	2016	114
2	2017	113,4

Source : l'auteur

La somalie a occupé depuis 2011 une place très avancée sur l'indice de fragilité, cet état restait toujours dans la zone la plus alertée en occupant le rang 1 et 2. Sur cet indice il a inscrit des résultats très médiocres variant entre 112.6 points et 114.9 points. Le score le plus élevé sur l'indice depuis l'époque en question.

Graphique10 : Score de somalie entre 2011-2017 sur FSI



Source : l'auteur

Sur le graphique le courbe suit une tendance croissante entre 2011 et 2012 et atteint son pic en 2012. En 2014 le pays a obtenu le score le plus important de la période objet de l'étude. Puis la situation se dégradais pour atteindre des scores très élevés 114 points. Nous constatons une légère amélioration l'année dernière 2017.

En plus des problèmes sécuritaires, économiques et politiques, la Somalie souffre de problèmes structurels résumés ci-dessous.

IV. Les problèmes structurels de la Somalie

IV.1 Le développement social

En Somalie le développement social a été limité par l'insécurité et par la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Entre 450 000 et 1,5 million de personnes ont perdu la vie à cause de la violence ou de la faim depuis le début de la guerre en 1991³⁸. En 2018, environ 5,4 millions de personnes ont besoin d'assistance. Parmi ceux-ci, quelque 2,7 millions ont besoin d'une aide vitale urgente.³⁹ Le Plan d'aide humanitaire pour la Somalie pour 2016 appelle notamment à mobiliser 885 millions de dollars pour faire face à ces besoins, mais en date de mai 2016, seuls 12 pour cent de ce montant avaient été levés, soit 102,9 millions de dollars⁴⁰. Ces défis se posent dans le contexte d'un pays qui possède des ressources naturelles considérables, dont l'essentiel sont demeurées jusqu'ici sous-exploitées. Il existe des réserves de pétrole et de gaz conséquentes qui attirent l'attention des sociétés multinationales. L'énergie solaire et l'hydroélectricité offrent en outre le potentiel de développer le secteur de l'énergie.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime qu'environ 80 pour cent de la population dépend des ressources naturelles du pays pour ses moyens de subsistance. Il manque toutefois au pays à la fois le cadre directeur pour gérer ces ressources et les institutions publiques nécessaires⁴¹.

IV.2 Pauvreté et emploi

Selon le PNUD, 82 pour cent de la population vivait dans une situation de pauvreté multidimensionnelle, c'est-à-dire souffrait de multiples formes de dénuement. Ce chiffre est inférieur en milieu urbain 61 pour cent, mais supérieur en milieu rural 95 pour cent. On estime que 69 pour cent de la population vit actuellement avec moins de 1,90 dollar par jour, soit sous le nouveau seuil de pauvreté fixé au niveau mondial. Les rares statistiques disponibles montrent quant à elles un creusement des inégalités. Les inégalités de revenus mesurées par le coefficient de Gini ont augmenté, passant de 0,39 en 2001 à 0,48 en 2010. En 2002, le taux de chômage des 15-64 ans était de 47 pour cent. En 2012, le taux de chômage avait grimpé à 54 pour cent. Il atteignait 67 pour cent chez les 14-29 ans. Les principales raisons du chômage sont l'absence de perspectives d'emploi, manque de compétences

³⁸ PNUD 2012.

³⁹ OCHA 2017 <https://www.unocha.org/somalia/about-ocha-somalia>

⁴⁰ Bureau de la coordination des affaires humanitaires 2015.

⁴¹ Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique, Profil de pays 2016, Somalie, https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CountryProfiles/2017/somalia_cp_fre.pdf

recherchées sur le marché du travail. Parmi Les jeunes travailleurs existent de chercheurs à d'autres emplois, à raison de la faible rémunération de leur emploi actuel⁴².

IV.3 Santé

La guerre civile a laissé un système de santé faible et doté de ressources inadéquates et inégalement réparties. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont élevés. On estime par ailleurs que 3,2 millions de personnes ont besoin urgent d'accéder aux services de santé. La diarrhée aiguë, le paludisme et d'autres maladies transmissibles sont monnaie courante dans de nombreuses parties de la Somalie, principalement en raison de la piètre qualité de l'assainissement et du manque d'eau sans risque sanitaire. Au sein de la population somalienne, 45 pour cent des individus n'ont pas accès à une eau sans risque sanitaire et 37 pour cent n'ont pas accès à un assainissement de base. Les professionnels de la santé sont très peu nombreux dans le pays, et ceux qui s'y trouvent voient leur capacité à fournir des services sérieusement restreints en raison des problèmes de sécurité et des ressources limitées. Par exemple, Médecins sans frontières a quitté la Somalie en août 2013 après les multiples attaques subies par son personnel. Plus récemment, le Gouvernement fédéral a élaboré un plan stratégique pour le secteur de la santé et une politique nationale multisectorielle pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les prestataires de services de santé ne sont toutefois pas encore en mesure de fournir des services vitaux à l'échelle requise, et de nombreuses organisations continuent de rappeler leur personnel et de réduire leurs services faute de financement suffisant ou parce que leur personnel est en danger. La sécurité alimentaire constitue un autre défi sanitaire majeur, en particulier à court et moyen termes. En raison de la sécheresse sévère qui frappe certaines parties du Somaliland et du Puntland, 385 000 personnes sont en grave danger d'insécurité alimentaire si elles ne reçoivent pas d'aide. D'après le BCAH, 1,7 million de personnes ont besoin d'assistance dans le Somaliland et dans le Puntland. Plus récemment, le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition a estimé que 305 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë, 58300 de ces enfants étant en outre en danger de mort s'ils ne reçoivent pas de toute urgence une aide humanitaire.

IV.4 L'éducation

Le système formel d'enseignement scolaire s'est effondré en 1991. Depuis lors, l'éducation, à l'instar de la plupart des autres services sociaux, a été assurée par des prestataires privés, souvent dans des madrassas. L'offre est très largement inférieure à la demande. Environ 1,7

⁴² PNUD, Somalia Human Development Report 2012: Empowering Youth for Peace and Development (2012). http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/242/somalia_report_2012.pdf

million d'enfants en âge d'être scolarisés ne reçoivent aucune éducation. S'agissant d'un problème de long terme, le taux d'acquisition éducative dans la population est faible. Seuls 16 pour cent des adultes de 15 ans et plus ont reçu un enseignement primaire ou au-delà. Moins de 10 pour cent des habitants des zones rurales ont reçu une éducation secondaire ou au-delà. L'un des objectifs du Plan d'aide humanitaire pour la Somalie pour 2016 est de faire en sorte que le nombre d'enfants bénéficiant d'un environnement d'apprentissage sûr passe de 60 000 à 200 000. Cet objectif ne sera toutefois probablement pas atteint, car seuls 13 pour cent des 340 000 enfants visés ont bénéficié du Plan d'aide humanitaire pour la Somalie pour 2015 faute de fonds suffisants. Par ailleurs, le premier recensement scolaire effectué par le Gouvernement début 2016 a fourni des informations essentielles pour la mise au point de programmes de développement de l'enseignement sur le long terme. Le taux d'alphabétisation en dehors des madrassas est d'environ 48 pour cent chez les 14-29 ans, et au sein de ce groupe, il s'élève à 53 pour cent pour la population masculine et 43 pour cent pour la population féminine.

V. L'intervention externe en SOMALIE

Après avoir étudié la situation politique, économique et les problèmes structurels de la Somalie, nous essaierons d'aborder le rôle de la communauté internationale dans ce pays africain pauvre à travers le rôle de certaines organisations telles que les Nations Unies et la Banque mondiale. Notre objectif ici est essayé de découvrir l'assistance fournie par ces organisations afin de résoudre les problèmes sécuritaires, économiques, politiques et structurels du pays.

V.1 Les nations unies

V.1.1 ONUSOM

Le Conseil de sécurité décide de l'envoi d'observateurs et d'une force de sécurité pour surveiller le cessez-le-feu à Mogadiscio et permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Ainsi est créée la première mission de l'ONU en Somalie, ONUSOM. Le 3 décembre 1992, le Conseil de sécurité se réunit, dresse un bilan de la situation en Somalie, appelle à la fin des hostilités. Le secrétaire général recommande l'intervention d'une force sous le commandement d'un État et le Conseil de sécurité, en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies autorise à employer tous les moyens nécessaires pour instaurer aussitôt que possible des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire en Somalie. La résolution 733 du 23 janvier 1992 appelle à un cessez-le-feu et à l'embargo sur les armes à destination de la Somalie, mais elle sera suivie de peu d'effets. La résolution 751 autorise la

mise en place d'une opération à Mogadiscio à partir d'avril 1992 : l'Opération des Nations unies en Somalie "ONUSOM".

Cette opération a pour but de :

Restaurer la sécurité intérieure en Somalie ;

Surveiller le respect du cessez-le-feu à Mogadiscio ;

Assurer la protection du personnel, des installations et du matériel de l'ONU à Mogadishu ;

Escorter l'acheminement de l'aide humanitaire jusqu'aux centres de distribution de la capitale et de ses environs immédiats.

En août 1992, le mandat et l'effectif d'ONUSOM I ont été élargis de manière à lui permettre de protéger les convois humanitaires et les centres de distribution dans l'ensemble de la Somalie. Reposant sur le chapitre VI de la Charte des Nations Unies, qui prévoit la résolution pacifique des conflits, l'ONUSOM I est constituée d'une cinquantaine d'observateurs accompagnés d'environ 500 soldats.

L'ONUSOM n'est pas parvenue à remplir les objectifs fixés par son mandat : faciliter la cessation immédiate et effective des hostilités et le maintien d'un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays afin de promouvoir le processus de réconciliation et de règlement politique en Somalie et de fournir d'urgence une aide humanitaire. Après l'échec de la première mission de l'ONU en Somalie, Le Conseil de sécurité décide dans sa résolution 794 du 3 décembre 1992 de la création d'une force d'intervention, l'UNITAF, sous autorité de l'ONU mais sous commandement autonome des États. Il s'agit de la première intervention menée au nom du droit international d'ingérence humanitaire. Cette force d'intervention unifiée a pour mission d'employer tous les moyens nécessaires pour instaurer aussitôt que possible des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire en Somalie, se basant cette fois sur le chapitre VII de la charte de l'ONU qui autorise le recours à la force armée.

Reprendre les activités de la force d'intervention unifiée, force multinationale organisée et dirigée par les États-Unis d'Amérique qui, en décembre 1992, avait été autorisée à employer "tous les moyens nécessaires" pour restaurer des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire en Somalie. Le mandat d'ONUSOM II consistait à prendre les dispositions appropriées, y compris des mesures de coercition, pour instaurer dans toute la Somalie des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire. A cette fin, ONUSOM II s'est efforcée de terminer, grâce au désarmement et à la réconciliation, la tâche commencée par la force d'intervention unifiée en vue du rétablissement de la paix, de la stabilité et de l'ordre public. Elle était chargée notamment de contrôler la cessation des

hostilités, de prévenir la reprise de la violence, de saisir les armes de petit calibre non autorisées, d'assurer la sécurité dans les ports, aéroports et sur les voies de communication nécessaires pour l'acheminement de l'assistance humanitaire, de poursuivre le déminage et de faciliter le rapatriement des réfugiés en Somalie. ONUSOM II a également été chargée d'aider le peuple somalien à reconstruire l'économie et la vie sociale du pays, à remettre en état les structures institutionnelles, à assurer la réconciliation politique nationale, à reconstituer un Etat somalien fondé sur un régime démocratique et à réorganiser l'économie et l'infrastructure du pays. En février 1994, après plusieurs incidents violents et agressions contre des soldats des Nations Unies, le Conseil de sécurité a révisé le mandat d'ONUSOM II pour exclure l'utilisation de méthodes de coercition. ONUSOM II s'est retirée au début du mois de mars 1995.

Toutefois une mauvaise analyse de la situation et une méconnaissance de la structure sociale et politique de la Somalie vont conduire à un échec de cette dernière mission. La réconciliation politique nationale prônée par l'ONU vise à reconstituer un État somalien avec un régime démocratique fondé sur le modèle d'un Etat nation. Dans cette logique, la négociation avec les différents protagonistes ne s'accompagne pas de l'élaboration d'une solution adaptée et conduisent à des confrontations armées avec les forces onusiennes. Finalement, l'ONU décide son retrait du pays en mars 1995. Le pouvoir politique est encore plus désorganisé et aucune autorité ne réussit à s'imposer sur l'ensemble du territoire. L'intervention onusienne laisse donc derrière elle une Somalie dans une situation presque plus chaotique qu'à son arrivée.

V.1.2 AMISOM

En décembre 2006, le Conseil de sécurité adopte la résolution 1725, rappelant son engagement pour une approche globale, et inclusive du processus politique de transition en Somalie. Une mission d'évaluation technique est envoyée à Mogadiscio mi-janvier afin de consulter le gouvernement somalien sur la création d'une future mission de la paix. Le 19 janvier 2007, le Conseil de Paix et de Sécurité "CPS" de l'UA créé l'AMISOM pour une période initiale de six mois avec le clair entendement que la mission se transformera par la suite en une opération des Nations unies pour soutenir la stabilisation à long terme et la reconstruction post-conflit de la Somalie. Le Conseil de sécurité des Nations unies, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte, autorise, un mois plus tard, le déploiement de cette mission de protection et de formation en Somalie par la résolution 1744, adoptée le 20 février 2007. La résolution lève également l'embargo sur les armes imposé à la Somalie, au bénéfice

de l'AMISOM et des autorités fédérales de transition. Les résolutions 1744, et 1772 du Conseil de sécurité de l'ONU précisent les différents objectifs de la mission :

Favoriser le dialogue et la réconciliation en Somalie en concourant à assurer la liberté de mouvement, les déplacements en toute sécurité et la protection de tous ceux qui prennent part au dialogue ;

Assurer, le cas échéant, la protection des institutions fédérales de transition afin qu'elles soient en mesure d'assumer leurs fonctions et veiller à la sécurité des infrastructures clefs ;

Aider, selon ses moyens et en coordination avec d'autres parties, à la mise en œuvre du plan national de sécurité et de stabilisation et en particulier au rétablissement effectif et à la formation des forces de sécurité somaliennes sans exclusive ;

Contribuer, à la demande et selon ses moyens, à la création des conditions de sécurité nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire ;

Protéger son personnel, ainsi que ses locaux, installations et matériel, et assurer la sécurité et la liberté de mouvement de son personnel.

A l'origine, l'AMISOM devait compter neuf bataillons d'infanterie de 850 personnels chacun appuyés par des composantes maritimes et aériennes, ainsi qu'une composante civile. L'existence de l'AMISOM est ainsi subordonnée à l'appui de l'Union européenne "salaires, logement, carburant, etc"⁴³.

V.2 Action de la banque mondiale en Somalie

La Banque mondiale travaille en Somalie avec des organisations actives dans les domaines du développement et de l'aide humanitaire. La Banque appuie les activités du Comité international de la Croix-Rouge "CICR" et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture "FAO". La Somalie a récemment souffert d'une sécheresse que le pays n'a jamais vue auparavant. Plus de la moitié de la population somalienne environ 6,7 millions de personnes, ont besoin d'aide humanitaire et de soutien au redressement.

Grâce à cette situation de sécheresse la banque mondiale a approuvé une opération d'urgence de 50 millions de dollars destinée à appuyer la lutte contre la sécheresse et les efforts de redressement en Somalie.

Ce projet répondra aux besoins immédiats des populations touchées par la sécheresse et les aidera à se redresser rapidement et à renforcer leur résilience aux chocs futurs. Il mettra en œuvre de nombreuses interventions rapides et à fort impact, notamment en fournissant de la

⁴³ Sonia le Gourielec, l'ONU en Somalie le refus de l'engagement, 23 janvier 2012, disponible sur le site <http://www.operationspaix.net/66-dossier-du-rop-lonu-en-somalie-le-refus-de-lengagement-.html>

nourriture, de l'eau, de l'argent et des articles ménagers essentiels. Il contribuera aussi à la reconstitution des moyens et des capacités de production, ainsi que des moyens de subsistance “bétail et biens agricoles, notamment”.

V.3 intervention du CICR

La collaboration avec le CICR permettra de venir en aide rapidement et efficacement à ceux qui en ont le plus besoin dans les régions les plus difficiles d'accès. Le CICR travaille sur le terrain en Somalie depuis les années 80. Il procure des services d'intervention d'urgence et d'appui à la résilience grâce à son partenaire local, le Croissant rouge de Somalie. Ce financement aidera le CICR à fournir rapidement de l'argent et des produits de première nécessité à environ 500 000 personnes vivant dans des zones auxquelles les autres partenaires humanitaires internationaux n'ont pas accès.

V.4 intervention de FAO

Dans le cadre d'une campagne de grande ampleur, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture “FAO” a traité jusqu'à présent plus de 12 millions de têtes de bétail en moins de trois mois, contribuant ainsi à protéger les moyens d'existence de centaines de milliers de familles dépendant de la viande et du lait de ce bétail pour leur survie.

En Somalie, près de 3,2 millions de personnes risquent de connaître des souffrances liées à la faim. La majorité d'entre elles vivent dans des zones rurales et le bétail, notamment les chèvres, les chameaux, les moutons ou encore les bœufs, représente leur principale source de nourriture et de revenus.

La FAO a déployé 150 équipes de vétérinaires à travers la Somalie afin de traiter des chèvres et des moutons, ainsi que des bœufs et des chameaux, soit jusqu'à 270.000 animaux par jour. Les équipes sont composées de vétérinaires professionnels somaliens.

A travers son Plan d'intervention pour prévenir la famine et faire face à la sécheresse, la FAO apporte son aide en vue d'empêcher une famine en Somalie. En plus des traitements dédiés au bétail, il s'agit de donner aux familles rurales de l'argent pour leurs dépenses alimentaires, d'aider les communautés à reconstruire les infrastructures agricoles et de donner aux agriculteurs des bons pour se procurer des semences locales et emprunter des tracteurs qui leur permettront de réduire leur charge de travail.

Conclusion

Nous concluons de l'étude que le continent africain contient les états les plus défailants et le plus fragiles au monde. Certains de ce pays ont perdu le contrôle total de ses territoriaux dont émergé la violence et le terrorisme.

Les états du continent africain ont échoué à tous les niveaux ; au niveau politique, économique et sécuritaire.

A travers l'indice de fragilité de pays établit par le fonds de la paix qui prend en considération des dimensions de cohésion, économique, politique, sociale et de coup transversal, la plupart de pays africains sont des pays fragiles. Le continent souffre de problèmes liés à des menaces sécuritaires associées au meurtre, terrorisme, la guerre ou la criminalité. L'élite en Afrique se divise sur des caractéristiques liées à l'accès aux services ou aux ressources, et l'inclusion dans le processus politique. La performance de l'économie en Afrique s'est freinée par les inégalités sociales, la corruption, la fuite de cerveaux pour une meilleur condition de vie dans des pays plus avancés et plus sûrs. La légitimité de l'État est mise en doute à cause de l'absence de la représentativité et de l'ouverture du gouvernement et à ses citoyens. Les droits de l'homme ne sont pas protégés suffisamment et les libertés ne sont pas respectées ni garanties. Des pressions exercées sur l'État par la population ou par l'environnement qui l'entoure. Une crise des réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre connais le continent à causer le déplacement forcé de grandes communautés en raison de causes sociales, politiques, environnementales dans le continent.

Le soudan du sud, et la somalie ont occupé de rangs avancés dur l'indice des états fragiles dans les cinq dernières années. Les deux pays ont des problèmes liés à la guerre civile qui a affecté la sécurité, l'économie, les droits de l'homme et l'état de droits, et ces deux pays n'arrivent pas à sortir de la situation de fragilité malgré l'appui de la communauté internationale.

Il est important que le continent ouvre une nouvelle ère pour la réconciliation et le développement et l'instauration des systèmes démocratiques garantissant le développement durable des peuples africains.

Malgré l'intervention et l'appui des organisations internationales, mais l'aide reste toujours insuffisant pour sortir le contient de la situation indésirable qu'elle vécut.

La solution pour sortir le continent de la situation de défaillance de notre point de vue est d'encourager l'éducation, le développement économique et social.

Le continent est le plus riche en termes de ressources naturelles, alors que ses ressources soient inexploitable ou gérer d'une façon inadéquate.

Bibliographie

1. Alexander L. George, «Case Studies and Theory Development: The Method of Structured, Focused Comparison» in Paul Gordon Lauren (dir.), *Diplomacy: New Approaches in History, Theory and Policy*, New York, Free Press, 1979.
2. Anthony Lake, «Confronting Backlash States», *Foreign Affairs*, Vol. 73, No. 2 (Mar. – Apr., 1994).
3. Carlos Jiménez Piernas, los estados fracasados y el derecho internacional: el caso de somalia, *Revista Española de Derecho Internacional*, Sección ESTUDIOS, 2010.
4. Carlos Jimenez Piernas, *Estados Débiles y Estados Fracasados*, http://bibliotecaculturajuridica.com/biblioteca/arxiu/PDF/REDI_VOL_LXV2_2013/01_Carlos_Jimenez_Piernas_digital.pdf.
5. Eugen Kontrovich, Francesco Parisi, *Economic analysis of international law*, Edward Elgar, 2016.
6. F. Fukuyama, *State Building. Governance and World Order in the 21st Century*, Londres, Profile Books, (éd. Originale : Cornell University Press, 2004)
7. Marie Von Engelhardt, *International development Organizations and fragiles states, law and disorder, Governance and limited stathood*, series editor, Thomas Risse, Freie Universitat Berlin, Germany, Palgrave macmilan, 2018.
8. Michael Klare, *Rogue States and Nuclear Outlaws: America's Search for a New Foreign Policy*, New York, Random House, 1995.
9. N. Chomsky, *Failed States : the Abuse of Power and the Assault on Democracy*, New York, Metropolitan Books/Henry Holt, 2006.
10. Robert E. Harkavy, «Pariah States and Nuclear Proliferation», *International Organization* 35, n° 1, Hiver 1981.
11. Robert S. Litwak, *Rogue States and U.S. Foreign Policy: Containment after Cold War*, Washington D.C., Woodrow Wilson Center Press, 2000.
12. Robert E. Harkavy, «Pariah States and Nuclear Proliferation», *International Organization* 35, n° 1, Hiver 1981.
13. Wolfgang Wanger, Wouter Werner, Michal Onderco, *Rougue, Parias, Outlaws : Theorizing deviance in international relations*, Palgrave studies in international relations, Palgrave macmillan, 2014.

Mémoires et thèses de fin d'étude

1. Harbawi K, l'Etat défaillant, cas de Somalie, Mémoire de fin d'études pour l'obtention de master en sciences politique, spécialité : relations internationales et stratégiques, sous la direction de Medouni. A , Université Mohamed Khaidar , Bessekra, Algérie, 2015-2016. p7. <http://dspace.univ>, version en Arabe, en date du 14/05/2018, (11h :22 mnt Heure +2 GMT)
2. Hernández Ayala, Jennifer Lissette; López Herrera, Rubén Antonio; Paz Sosa, Cindy Astrid: Trabajo de investigación para optar al grado de licenciatura en relaciones internacionales, Configuración de Estados fallidos a partir de los problemas de ingobernabilidad en África. Estudio de casos comparados: República Democrática del Congo, Somalia y Sudán del Sur en el período 2011-2013, San Salvador, abril de 2015, p.5 consultado en el sitio <http://ri.ues.edu.sv/8262/1/Tesis%20PDF.pdf>, desde el 14/05/2018, (12h: 44mnt Tiempo +2 GMT).

3. Evelyne Jean-Bouchard, les états déstructurés comme application contemporaine du pluralisme juridique, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en droit international, université du Québec à Montréal, Juillet 2009.

Sites internet

1. Anthony Maranghi, La politique étrangère américaine face “aux états-voyous”, disponible, <https://www.recherchesinternationales.fr/RI100/RI100AnthonyMaranghi.pdf>, en ligne 01/07/2018, 23h :23mnt.
2. Cordélia Bonal, Pourquoi le Soudan du Sud bascule dans la violence, 24 décembre 2013, Libération, en ligne, http://www.liberation.fr/planete/2013/12/24/pourquoi-le-soudan-du-sud-basculer-dans-la-violence_968781.
3. Fiche pays sud soudan, <http://www.geolinks.fr/geopolitique/fiche-risques-pays-soudan-du-sud/>
4. François Gualme, « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d’une nouvelle réflexion mondiale, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-1-page-17.html>.
5. GERALD B. HELMAN- STEVEN R. RATNER, Saving Failed States, 2010, disponible sur le site internet <http://foreignpolicy.com/2010/06/15/saving-failed-states/en> date du 16/05/2018, (12:52 heure GMT+2).
6. La famine au sud soudan diminue, mais la situation reste désespérée alors que la faim se répand, Publié le 22 juin 2017, <http://fr.wfp.org/nouvelles/nouvelles-release/la-famine-au-sud-soudan-diminue-mais-la-situation-reste-desesper%C3%A9e-alors-que-la-faim-se-r%C3%A9pand>
7. La Rédaction JDN, Faillite d'un pays : le cas d'école de l'Argentine, 08/11/2011, 12h :25 mnt, en ligne <https://www.journaldunet.com/economie/magazine/faillite-de-l-argentine.shtml>.
8. Mission de Nations Unies au Sud Soudan, MINUSS , <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unmiss/>
9. Nations Unies, Commission Economique pour l’Afrique, Profil de pays 2016, Somalie, https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CountryProfiles/2017/somalia_cp_fre.pdf
10. Note sur le baromètre de la fragilité Lancé à Kinshasa, République démocratique du Congo, 2013, <http://www.g7plus.org/sites/default/files/resources/g7%2B%2BFrench%2BFS%2BNote%2BDesign.pdf>
11. OCHA 2017 <https://www.unocha.org/somalia/about-ocha-somalia>.
12. Perspectives économiques en Somalie, <https://www.afdb.org/fr/countries/east-africa/somalia/somalia-economic-outlook/>
13. PNUD, Somalia Human Development Report 2012: Empowering Youth for Peace and Development (2012). http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/242/somalia_report_2012.pdf
14. Robert I. Rotberg, failed states, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators, p.12, <https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/statefailureandstateweaknessinatimeofterror.pdf>. En ligne 01/07/2018, 23h:35mnt.

15. Sonia le Gourielec, l'ONU en Somalie le refus de l'engagement, 23 janvier 2012, disponible sur le site <http://www.operationspaix.net/66-dossier-du-rop-lonu-en-somalie-le-refus-de-lengagement-.html>
16. Soudan du sud : Le contexte économique, <http://www.expert-comptable-international.info/fr/pays/sudan-du-sud/economie-3>
17. Soudan du Sud : un pays au bord du gouffre, <https://sorb-on.fr/2017/04/18/soudan-sud-pays-bord-gouffre/>
18. Soudan du Sud : la MINUSS appelle à préserver l'intégrité du processus de paix à Jonglei, 24 août 2012. <https://news.un.org/fr/story/2012/08/251722-soudan-du-sud-la-minuss-appelle-preserver-lintegrite-du-processus-de-paix>
19. Soudan sud : lancement de la plus importante campagne de vaccination du bétail, <http://www.fao.org/fao-stories/article/fr/c/1132158/>

Liste de tableaux et graphiques et Maps

1. Tableaux

- Tableau 1. L'indice des États fragiles (FSI) produit par le Fonds pour la paix (FFP).
- Tableau 2 : les cinq dimensions de la fragilité Selon le cadre de l'OCDE sur la fragilité 2016.
- Tableau 3 : Score du sud soudan sue FSI entre 2012-2017.
- Tableau 4 : Score détaillé des indicateurs de fragilité pour le Soudan du Sud entre 2012-2017.
- Tableau 5 : Les indicateurs de cohésion du soudan du sud entre 2012 -2017.
- Tableau 6 : Indicateurs économiques du Soudan du sud.
- Tableau 7 : Indicateurs politiques du Soudan du sud.
- Tableau 8 : Les indicateurs sociaux du Soudan du sud.
- Tableau 9 : l'indicateur de coupe transversale du Soudan du sud.
- Tableau 10 : Score de Somalie sur IFS DE 2012-2017.

2. Graphiques

- Graphique 1 : Croissance de PIB du soudan du sud.
- Graphique 2 : Score du sud soudan sue FSI entre 2012-2017.
- Ghraphique 3 : Scor détaillé des indicateurs de fragilité du Soudan du sud 2012-2017.
- Graphique 4 : Score des indicateurs de cohésion du Soudan du sud.
- Graphique 5 : Score des indicateurs économiques du Soudan du sud.
- Graphique 6: Représentation des indicateurs politiques du Soudan du sud.
- Graphique 7 : Les indicateurs sociaux du Soudan du sud.
- Graphique 8 : l'indicateur de coupe transversale du Soudan du sud.
- Graphique 9 : Somalie - Taux de croissance annuel du PIB.

3. Maps

- Map 1 : classement des pays du monde sur l'indice FSI.
- MAP 2 : carte du soudan du sud.
- Map 3 : Carte de la Somalie.